

JOURNAL  
BELGE  
MONDIAL!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

## LES PANDÉMIES NE SONT JAMAIS LOIN

Pablo Servigne  
et Raphaël Stevens  
Page 7

## L'INDUSTRIE MÉDIATIQUE BELGE

Alexandre Penasse  
Page 9

## ALTERNATIVE TOURNEVIE, LES OUTILS PARTAGÉS

Texas Vandervliet  
Pages 20 & 21



Illustration: Alice Meisner

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Th. Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles



## SOMMAIRE

CHRONIQUE D'ÉCOLOGIE  
POLITIQUE

Paul Lannoye / Page 3

LOI FRANÇAISE SUR LE  
RENSEIGNEMENT. UN POUVOIR  
ALGORITHMIQUE ?

Jean-Claude Paye / Page 4

ÉCONOMISTES  
ET CROISSANCE : UN DOUTE ?

Bernard Legros / Page 6

COMPRENDRE  
L'EFFONDREMENT QUI VIENT

Pablo Servigne &amp; Raphaël Stevens / Page 7

AIDE À L'ÉDITION :  
LES COPAINS D'ABORD !

Emmanuel Requette / Pages 8-17

DOSSIER  
SERIEZ-VOUS LIBRE®  
CE SOIR® ? OU COMMENT  
LES MÉDIA-INDUSTRIES  
DÉTRUISENT LA PENSÉE

Alexandre Penasse / Pages 9-16

## TIRONS SUR L'AMBULANCE

Chronique de Jean-Pierre L. Collignon / Page 18

## LE MORAL NÉCESSAIRE

Chronique de Gwenaël Breës / Page 19

ALTERNATIVE – TOURNEVIE  
OU LE PARTAGE D'OUTILS  
CONVIVIAL

Texas Vandervliet / Pages 20-21

## VU, LU, ENTENDU

Page 22

## BRÈVES

Page 23

## ANNONCES/AGENDA

Page 24

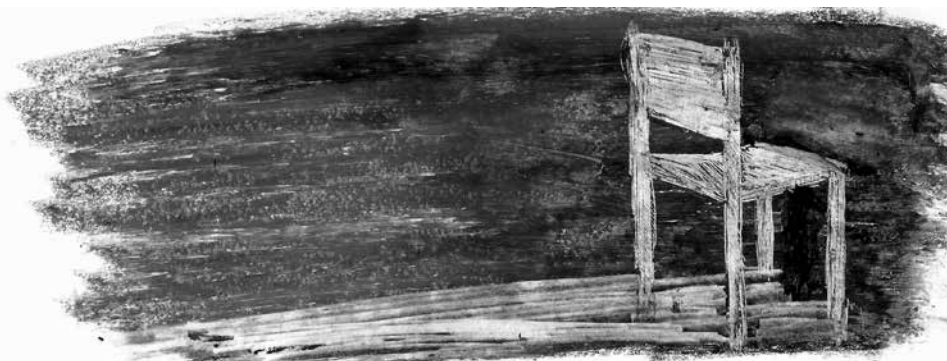
INTERDICTION DE PENSER  
SOUS PEINE D'EXCUSER

Illustration: Juliette Framorando

L'illusion de vivre dans un état démocratique, – au sens où le peuple serait souverain et participerait à la vie collective et aux décisions en étant parfaitement informé – dissimule le plus souvent sous la forme de « l'accident » ce qui est au fond le produit direct d'un système.

Ainsi, les explications médiatico-politiques autour des attentats font toujours des faits tragiques quelque chose qui relèverait ou bien de la fatalité, ou alors de l'accrochage dans un processus démocratique qui se devrait d'être parfaitement fonctionnel. Dans le premier cas, les terroristes seraient juste des barbares qui refusent notre modernité; dans l'autre, un défaut aurait grippé la machine démocratique: manque de surveillance des « éléments à risque », déficiences policières ou de la justice, « dialogue inter-communautaire » imparfait »...

Mais dans les deux cas, la racine du problème ne sera pas dévoilée, à savoir que l'inégalité profonde qui caractérise notre société a un rôle prépondérant dans la dynamique actuelle. Ne pas le faire, c'est attribuer la cause uniquement à l'être, sans aucune quelconque influence de la société dans laquelle il vit. Interdiction de tenter de comprendre: « expliquer, c'est déjà vouloir un peu excuser », édicta Manuel Valls lors de la cérémonie pour les un an de l'attaque de l'Hyper Cacher porte de Vincennes. Absence de déterminants qui s'apparente très vite à du racisme: si ce n'est pas la misère, la perte de sens d'une société qui se noie dans l'hyper-consumérisme, le sentiment toujours d'être exclus, l'ostracisme et la ghettoïsation, c'est alors l'essence du sujet qui explique – sans expliquer... – les faits... pas de chance si celui-ci est plus souvent musulman: le rapprochement est fait.

Et tout est à l'avenant, caractérisant profondément notre société et le spectacle du changement qui doit constamment l'accompagner, joué brillamment par les médias de masse qui colportent la bonne pensée. Car l'indécence exige qu'elle prenne en public les contours de la décence et que la continuité se pare des habits du changement, toujours promis. On ne prévient donc pas les maux, on les produit et on les soulage un peu, car le modèle économique est comme la pluie qui tombe: un élément de la

nature ! Suite à la crise de 2008, traders et agioteurs ont recommencé de plus bel leurs petits boursicotages – qui préparent la grande débâcle économique qui ne tardera pas à se manifester –, les mêmes qui avaient mené à la crise; lors de la COP21, une communication interne de la Commission européenne ayant fuité nous apprenait que « l'objectif global de l'Union européenne était d'obtenir des décisions de la conférence sans aucune mention explicite au marché et aux problèmes relatifs aux droits sur la propriété intellectuelle ainsi que de minimiser les discussions sur les questions relatives au commerce<sup>1</sup> ». On sait maintenant qu'ils ont réussi.

On continue donc le chemin vers le pire tout en feignant qu'on agit dans un tout autre sens. On « communique » sur la paix pendant qu'on prépare la guerre. Manuel Valls refuse les tentatives d'explications des djihadistes « qui déchirent ce contrat qui nous unit » pendant qu'il brise toute unité et qu'on discute à l'Assemblée une extension de la déchéance de la nationalité.<sup>2</sup> Les propos de Latifa Ibn Ziaten, la mère de Imad, tué à Toulouse le 11 mars 2012, suintent cette humanité qu'on ne trouve plus chez les marionnettes politiques qui ne parlent plus mais « communiquent »: « c'est des jeunes qu'on n'écoute pas, on ne cherche pas à les entendre. Et quand j'ai entendu ces jeunes dire «Mohamed Merah c'est un martyr, c'est un héros de l'Islam», j'ai vu cette souffrance dans leurs yeux, j'ai dit: «c'est là qu'il faut tendre la main» »<sup>3</sup>.

Reste donc à déterminer qui sont les vrais « ennemis ».

Alexandre Penasse

- (1) « The EU's overall objective is to have COP decisions without any explicit mention of trade and IPR issues and to minimize discussions on trade-related issues », voir [http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/trade\\_and\\_climate\\_-\\_trade\\_policy\\_committee.pdf](http://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/trade_and_climate_-_trade_policy_committee.pdf)
- (2) Voir <http://www.bastamag.net/Pour-la-premiere-fois-sous-la-Republique-une-disposition-distingue-les-citoyens>
- (3) Les décodeurs RTBF, 17 janvier 2016, à écouter ici <https://www.rtbf.be/radio/player/lapremiere?id=2075695&e=>

J'ai attendu depuis vos débuts l'arrivée de votre journal dans ma boîte aux lettres, suivi par l'agacement suite à ma lecture de certains de vos articles, et de leur version du « millénarisme », avec cette certitude morale affichée d'annoncer la fin du monde... contre tous les « inconscients productivistes »! Je ne pouvais cependant abandonner ma lecture tant mes intuitions rejoignent vos constats. Jusqu'à votre numéro 22, qui m'a offert l'opportunité, l'envie, de vous témoigner tout mon soutien pour le bel équilibre de vos articles, l'acuité des sujets, et l'impression d'une justesse de ton de votre publication vis-à-vis de vos lecteurs tous bel et bien dérouterés par l'arrogance des puissants face aux défis d'aujourd'hui...!

Suite à ce petit bonheur conscientisé, j'ai eu envie de vous proposer mon temps libre, ma disponibilité, sans compétences journalistiques particulières, pour vous aider à poursuivre votre projet.

Olivier

**Merci Olivier, vous êtes le bienvenu et, vu le nombre de personnes qui proposent leur aide, nous ferons très bientôt une réunion autour de cela!**

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique  
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,  
Avenue du Marquis, 34-B  
6220 FLEURUS

Tirage: cet exemplaire a été tiré à 1 500 exemplaires

Routage: Cambier / livré chez Tondeur par Dioxyde de Gambettes, Tondeur ou Kairos

Editeur responsable  
ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
rue Th. Vander Elst, 89,  
1170 Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09  
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef  
Alexandre Penasse

Graphisme  
Sarah Cleeremans & Pierre Lecrenier

Gestion des abonnés  
Sandy De Wilde

Rellecteurs  
Janine, Marie-Paule, Nadia, Marie-Claire

Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles



Chroniqueurs/Rédacteurs

Paul Lannoye, Raphaël Stevens,  
Bernard Legros, Pablo Servigne,  
Jean-Pierre Léon Collignon,  
Gwenaël Breës

Ont contribué à ce numéro  
Jean-Claude Paye, Emmanuel Requette,  
Texas Vandervliet, Olivier Beys

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Illustrations

Alice Meteigner, Juliette Framorando,  
Teresa Arroyo Corcobado, Francesca Capellini, Doriane Millet, Charlotte Molas, Fabienne Loodts, Titom, Aurelia Deschamps, Alexandra Dieu, Mr. Iou, Emmanuel Espinasse, Bertrand Panier, Marion Barraud, Alain Munoz, Pierre Lecrenier, Chanic

# LA COP 21 À PARIS OU LE SOMMET DU FAUX-SEMBLANT

**E**n 2009, à Copenhague, les Danois n'ont pas réussi à maquiller l'échec retentissant de la COP 15 en succès. Les Français sont nettement plus doués pour les faux-semblants. L'accord du 12 décembre, attendu une fois de plus comme celui de la dernière chance pour sauver le climat, a été présenté par François Hollande et Laurent Fabius comme un accord historique. Il est, selon eux, ambitieux, équilibré et, surtout, juridiquement contraignant.

Les applaudissements nourris qui ont suivi le coup de marteau de Laurent Fabius signifiant la fin du débat et l'adoption du texte témoignaient de la satisfaction générale des participants. Tous ont salué l'efficacité de la diplomatie française et les commentaires d'après match avaient la même tonalité positive. J'avoue avoir été (très légèrement) ébranlé face à ce concert de louanges. Est-ce que mon habituel scepticisme, largement justifié par les résultats des COP précédentes et l'inefficacité des mécanismes mis en place (quotas d'émissions, protocole de Kyoto, mécanisme de développement propre) ne me rendraient pas malveillant ? J'ai rapidement été détrompé en entendant Jean-Pascal Van Ypersele justifier sa satisfaction en arguant de la contrainte « morale » imposée à tous ceux qui ne respecteraient pas leurs engagements ! La naïveté du propos m'a sidéré ; la lecture attentive du texte de l'accord a balayé définitivement mes timides pulsions conciliatrices.

Certes, on peut saluer la volonté d'aboutir affirmée tout au long du texte et l'objectif de contenir l'élévation de la température moyenne en dessous de 2°C et de poursuivre l'action menée pour limiter cette élévation à 1.5°C. On reste cependant sur sa faim quant aux politiques et aux actions à mener pour atteindre ces objectifs. Pire, la déclaration du préambule insiste sur l'urgence de « combler l'écart significatif entre l'effet global des engagements pris et les profils d'évolution des émissions globales permettant de contenir l'élévation de la température moyenne en dessous de 2°C » mais n'exige rien pour corriger cette situation. L'article 15 annonce l'institution d'un mécanisme pour faciliter la mise en œuvre et promouvoir le respect de l'accord. Toutefois, ce mécanisme fonctionnera de manière non accusatoire et non punitive ! En conclusion, l'accord est « ambitieux » mais renvoie à plus tard les moyens de le concrétiser et surtout exclut de manière formelle toute disposition contraignante.

Un seul élément doit être considéré comme positif : toute contribution nationale sera, en progression par rapport à l'antérieure, sachant que cette contribution devra être déterminée tous les 5 ans. Il faut faire preuve d'une bienveillance particulière et d'une volonté de positiver inébranlable pour saluer un tel accord comme un succès et une promesse pour l'avenir. Il laisse la porte ouverte aux initiatives positives mais ne dit rien sur les moyens sauf pour saluer ceux déjà en œuvre et dont l'inefficacité est flagrante, comme le protocole de Kyoto.

Le développement durable et la croissance verte restent d'actualité. Dans ces conditions, on peut s'attendre au pire. De beaux jours se préparent pour les projets de géoingénierie de captage-stockage du CO2 et de prolongement des installations nucléaires.

Bill Gates, présent à Paris aux côtés des organisateurs ne sera pas déçu ; lui, qui finance les re-

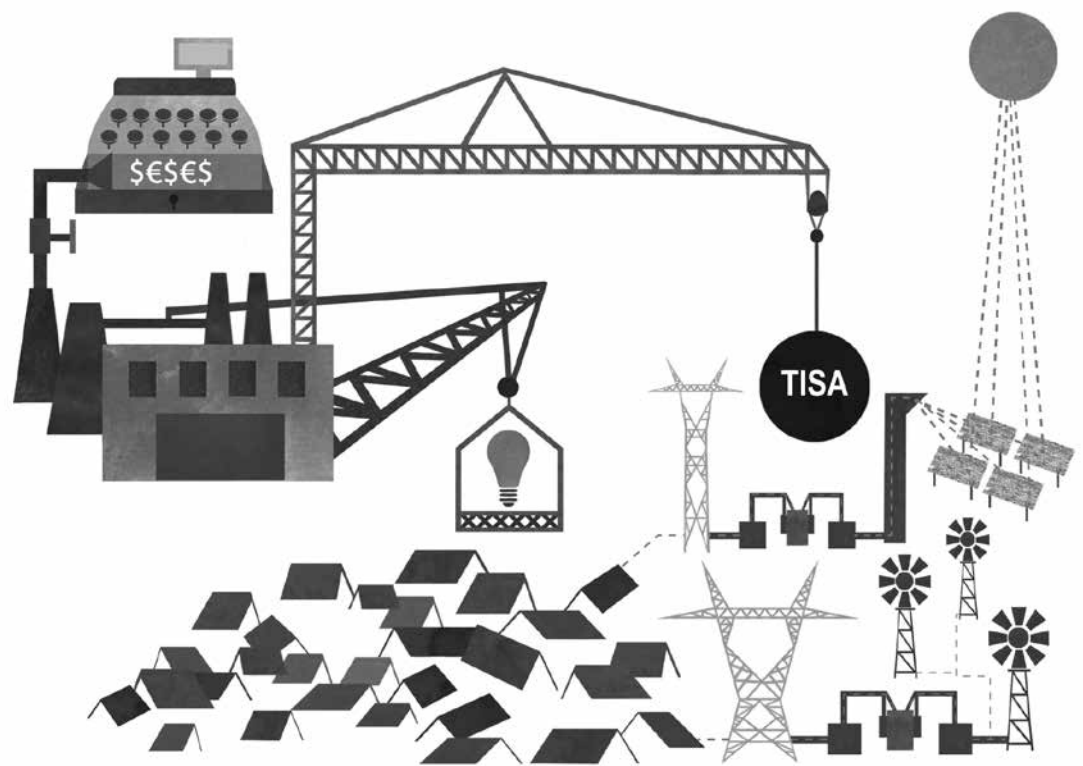


Illustration : Teresa Arroy Corcobado

cherches les plus suspectes en géoingénierie doit même se réjouir. Le PDG de Total, Patrick Pouyanné, a lui aussi de quoi pavoiser : « Nous sommes en partie responsables du problème mais nous sommes aussi une partie de la solution » a-t-il osé dire. Quant au secteur nucléaire, il a pu compter sur le soutien politique inébranlable de la classe dirigeante du pays organisateur pour qu'on n'en parle pas, cautionnant ainsi les discours de propagande d'EDF.

Par ailleurs, aucun signal clairement prometteur n'a été donné. Rien n'est proposé sur les rejets de GES liés aux transports aériens. Rien sur l'impact climatique des activités militaires. Rien sur les activités d'extraction pétrolière ou gazière dans les zones les plus vulnérables de la planète comme l'Arctique. L'avenir serait-il si sombre ? J'ai toutes les raisons de répondre par l'affirmative. Comment en effet réduire les émissions de gaz à effet de serre dès lors que les clés sont entre les mains de groupes multinationaux à qui les Etats concèdent l'essentiel de leurs prérogatives ? La multiplication des accords de libre-échange et les négociations en cours pour un grand marché transatlantique montrent clairement quelles sont les véritables priorités des gouvernements.

La logique de croissance ne peut s'accommoder d'une réduction des émissions de GES. Elle appelle plutôt à développer des techniques d'absorption pour compenser les émissions. C'est le pari implicite et caché du texte du 12 décembre. A-t-on entendu parler du projet TISA ? Non, bien entendu. Il s'agit d'un projet nouveau d'accord de libre-échange sur le commerce des services. Il est discuté dans le plus grand secret depuis quelques mois (récemment révélé par Wikileaks). Son dernier round de négociations a eu lieu en octobre dernier à Genève. Il a réuni les représentants de 23 pays membres de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) : notamment l'Australie, le Canada, les Etats-Unis et ... l'Union européenne (soit les 28 Etats membres représentés par la Commission). Son objectif : aboutir à un accord sur les services plus large et plus ambitieux que celui adopté dans le cadre de l'OMC (AGSC). Il inclut en parti-

culier les services liés à l'énergie. Il prévoit notamment d'instaurer le principe de « neutralité technologique » selon lequel les engagements s'étendraient à tous les secteurs énergétiques quelle que soit la source d'énergie ou la technologie utilisée, déniaient ainsi au législateur le droit de distinguer le solaire du nucléaire, l'éolien du charbon, la géothermie de la fracturation hydraulique.

Par cet accord, le pouvoir sur la politique énergétique serait officiellement transféré des Etats aux compagnies transnationales. Celles-ci, s'appuyant sur TISA, pourraient empêcher les Etats de réguler le marché de l'énergie. La duplicité des acteurs qui sont à la manœuvre dans les négociations climatiques et envoient en même temps leurs représentants négocier TISA à Genève est flagrante. Tout en feignant le volontarisme pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, ils préparent la voie pour un solutionnisme technologique fantasmé et des plus hasardeux.

Heureusement, les lueurs d'espoir apparaissent un peu partout dans le monde. Les initiatives à la base, fondées sur les énergies renouvelables, les circuits courts et une logique de sobriété et de partage éclosent tous les jours et préparent l'avenir. Les campagnes de boycott des institutions financières qui investissent dans l'industrie pétrolière et les réticences de plus en plus affirmées de certains politiques face au grand marché transatlantique ouvrent des brèches dans le grand consensus.

S'opposer par tous les moyens légitimes et non violents aux accords de libre-échange et dénoncer les campagnes de manipulation des grands pollueurs ne convaincront pas les gouvernements mais finiront par ébranler dans ses fondements une logique économique dont la violence et l'inhumanité sont de plus en plus évidentes.

**Paul Lannoye**  
Président du Grappe

# LOI FRANÇAISE SUR LE RENSEIGNEMENT UN POUVOIR ALGORITHMIQUE ?

Parler de « *société de surveillance* » pour caractériser la mutation du rapport entre l'État et le citoyen, ne permet pas de comprendre l'ampleur de la transformation. Il ne s'agit pas de contrôler les comportements, mais, grâce au chiffre résultant du croisement de leurs données, d'attribuer une intention déterminée aux individus et ainsi de révéler leur nature potentiellement terroriste. Les nouvelles législations « *antiterroristes* » n'ont pas pour objet de surveiller les corps, mais que les personnes intériorisent le pouvoir absolu de l'administration sur leur vie publique et privée. Nous ne sommes plus dans la propagande, dans la fausse conscience. Le pouvoir nous montre qu'il nous ment afin de nous placer dans une situation d'impuissance et que nous renoncions à défendre nos libertés. Les dernières lois antiterroristes ont un caractère surmoïque, elles s'attaquent « *au désir même de résistance*. »<sup>1</sup> Leur fonction est d'annuler ce qui préserve le désir et la capacité d'affronter le réel fabriqué par le pouvoir.

La loi sur le renseignement est la dernière initiative du pouvoir français visant à supprimer la vie privée de ses ressortissants. L'inscription juridique de l'annulation des libertés publiques sera le fait de la constitutionnalisation de l'état d'exception.

## LA LOI RELATIVE AU RENSEIGNEMENT

Le 23 juillet 2015, le Conseil constitutionnel a, à une large majorité, validé la majeure partie de la « *Loi sur le Renseignement* ». Les services de renseignement français peuvent installer, chez les fournisseurs d'accès, une « *boîte noire* » surveillant le trafic Internet. Sont captées les métadonnées : origine ou destinataire du message, adresse IP d'un site visité, durée de la conversation ou de la connexion. La possibilité de lever, en cas de besoin, l'anonymat des données montre que celles-ci sont bien identifiables.

Le texte étend au renseignement des techniques jusqu'ici réservées aux enquêtes judiciaires : micros, caméras, balises de géolocalisation, logiciels espions. La loi autorise également l'installation de fausses antennes relais permettant de capturer, dans un périmètre déterminé, les données de connexion ainsi que le contenu des conversations de toutes les personnes communiquant par téléphone, ordinateur, portable..

Il s'agit de permettre la collecte systématique, généralisée et indifférenciée d'un volume important de données qui peuvent, le cas échéant, être relatives à des personnes totalement étrangères à la mission. Le travail des services de renseignement change donc de nature, il ne porte plus sur les agents d'une puissance étrangère, mais principalement sur les ressortissants de l'Hexagone.

La décision et le contrôle de la mise en œuvre de ces dispositifs secrets sont confiés à l'exécutif. Ce qui supprime toute garantie judiciaire. En bref, cette loi met à la disposition de l'exécutif un dis-

positif permanent, clandestin et quasiment illimité de surveillance des citoyens.

## MUTATION DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT

Les missions ne sont plus centrées sur la « *défense du territoire* » ou sur la « *prévention de toute forme d'ingérence étrangère* ». D'ailleurs, il y a bien longtemps que la question de l'indépendance nationale ne fait plus partie des préoccupations des services de renseignement français et européens. Plusieurs documents secrets US montrent que la France participe bien au « *challutage* » de la NSA, à l'espionnage de ses propres ressortissants, ainsi que ceux des autres pays européens pour le compte de l'agence US. Un article « *top secret* », datant de 1989 et récemment déclassifié, provenant de la revue interne de la NSA *Cryptologic Quarterly*, dévoile la coopération renforcée des USA avec les « *Third Party Nations* », dont la France fait partie dès les années 1980. Ce qui est vrai pour la France l'est également pour les autres pays membres de l'UE.

La réorganisation des services de renseignement autour de la « *surveillance* » de leurs ressortissants, s'intègre dans une structure impériale ayant pour ennemis, non seulement les quelques nations qui échappent à son contrôle, mais surtout leurs propres populations. La possibilité, pour le citoyen étatsunien ou pour tout ressortissant d'un pays qui n'est pas en guerre avec les USA, d'être nommé comme ennemi par son gouvernement, existe déjà dans le droit US. Cette possibilité concerne également les Européens grâce aux accords d'extraditions signés entre l'UE et les USA. La militarisation croissante de l'armement des forces de police US est aussi un symptôme révélant la mutation du rapport entre gouvernants et gouvernés et l'absence de distinction existant actuellement entre intérieur et extérieur de la nation.

## UN DISPOSITIF INADAPTÉ À LA « LUTTE CONTRE LE TERRORISME »

Les boîtes noires, destinées à enregistrer nos comportements, sont justifiées par la croyance que « *les groupes ou les individus engagés dans des opérations terroristes ont des comportements numériques caractéristiques*. » Les algorithmes mathématiques utilisés procèdent par analogie avec le « *datamining* » commercial. Or, celui-ci se fonde sur des modèles conçus à partir d'un grand nombre d'expériences répétitives. Les attentats terroristes, au contraire, ne présentent pas la fréquence nécessaire et ne respectent aucun protocole prédéfini. Les attentats de Charlie Hebdo, ainsi que les massacres opérés à Paris le 13 novembre, montrent que ces mesures, déjà d'application, ne permettent aucune action préventive sur des actions terroristes.

*" Si vous révélez des surveillances illégales, ce serait une infraction pénale. Il y a un risque d'impunité totale pour les agents du renseignement "*

La fonction de cette loi est que les populations consentent à l'intrusion dans leur intimité. Alors qu'elle est un droit fondamental consacré au niveau européen par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, le ministre de l'Intérieur Cazeneuve a affirmé que « *le droit à une vie privée n'est pas une liberté fondamentale*. »

Le système semble d'ailleurs parfaitement verrouillé : mettre au grand jour des mesures illégales est devenu un délit. Pour la Secrétaire Générale du Syndicat de la Magistrature, Laurence Blisson : « *si vous révélez des surveillances illégales, ce serait une infraction pénale. Il y a un risque d'impunité totale pour les agents du renseignement*. » En effet, l'article 13 étend la pénalisation à la révélation de mesures de surveillance, même illégales.

## UNE SOCIÉTÉ « PANOPTIQUE »

Le nécessaire consentement des populations à l'abolition de leurs libertés explique pourquoi cette suppression s'inscrit dans le droit et ne procède pas simplement à une suspension de la Constitution, comme, par exemple, dans l'Allemagne nazie. Le ministre se pose ainsi en défenseur, non d'un état d'exception, mais d'un ordre juridique permanent, celui d'une société panoptique, où chacun est placé sous le regard du pouvoir et se soumet à l'injonction de dévoiler son intimité.

Ce projet n'est pas nouveau, il existe depuis le début du capitalisme. Il avait déjà été théorisé, à la fin du 18ème siècle en Angleterre par Jérémie Bentham. Voulant créer une prison modèle, il avait développé un modèle d'architecture carcérale appelée « *Panopticon* » permettant à un gardien, logé dans une tour centrale, d'observer tous les prisonniers, enfermés dans des cellules individuelles autour de la tour, sans que ceux-ci puissent savoir s'ils étaient observés. Chaque cellule est visible d'un point central. L'inspecteur, invisible lui-même, règne comme un esprit.

Grâce à l'installation des « *boîtes noires* », le principe « *de voir sans être vu* » est maintenant généralisé à l'ensemble du Net. Bentham montre que la présence des yeux de l'autre n'est pas nécessaire à l'omniprésence du regard intérieur. « *Il suffit que quelque chose (ici la loi) me signifie qu'autrui peut être là* » disait Jacques Lacan. Le détenu, comme l'internaute, doit être entièrement soumis au regard



Illustration : Francesca Capellini

qui est porté sur lui et l'intérioriser. L'invisibilité du pouvoir empêche toute perception, l'individu est alors réduit à « se regarder être regardé », à imaginer la réprobation ou la bienveillance de l'administration à son égard. Le sujet ne peut échapper à ce regard scrutateur et omniprésent. Il se voit anéanti.

## ABOLIR TOUTE RÉSISTANCE

Le corps n'affronte plus. Devenu transparent, il n'est plus qu'une forme vide que la puissance publique peut investir de ses affects. Le sujet est alors aboli et se confond avec l'objet-regard, avec le désir de l'autre. Il devient l'objet de la toute puissance de l'État.

La prison de Bentham et l'installation de boîtes noires ne sont pas des produits d'une société de surveillance, mais celle d'une société panoptique où l'objectif n'est plus d'opérer un contrôle des corps, mais d'enfermer l'individu dans le regard du pouvoir. L'individu s'identifie à l'injonction surmoïque. Il ne s'agit pas de se soumettre à un ordre quelconque, mais de se confondre avec ce dernier et de s'offrir « librement » à lui.

Cette procédure procède à une désintégration de tout rapport social, elle correspond à une société monadique, dans laquelle l'individu n'a plus d'Autre que la puissance étatique qui assure le rapport entre les monades. Elle correspond à un capitalisme pur, tel que le pensait déjà Bentham.

Les législations et dispositions antiterroristes suppriment l'intime et ainsi toute possibilité de distinction de l'individu d'avec l'État, la monade formant une unité avec lui. Elle n'est plus que le produit de son intentionnalité, de son jugement. Ainsi, cette loi n'a pas pour but de « lutter contre le terrorisme », de faire face à un « ennemi intérieur », ni même d'exercer une « surveillance » des populations, mais de signifier au citoyen qu'il n'a plus d'existence propre, qu'il n'a plus d'autre lieu que celui que lui fixe la parole du pouvoir et de lui intimer qu'il n'a plus d'autre choix que celui d'être un bon enfant de l'État maternel ou bien d'être désigné comme terroriste.

## UN POUVOIR ALGORITHMIQUE

Non seulement, la mise en œuvre des dispositifs de « surveillance » est extrêmement vague et laisse toute la place à l'interprétation de l'administration, mais prétend échapper à toute subjectivité. L'automatisme de l'algorithme conduit à ce que celui-ci devienne auto-apprenant, c'est-à-dire qu'il génère

de lui-même les critères selon lesquels s'opère la désignation de terroriste.

Le caractère non prévisible des effets de la loi fait partie des objectifs de cette législation. Elle plonge les individus dans une incertitude permanente, la population se demandant constamment si elle est observée et quels comportements elle doit préventivement adopter, par exemple, quels sites Internet elle peut visiter. Bref, il ne s'agit pas d'identifier des comportements révélateurs d'une intention particulière, mais d'enfermer l'ensemble des citoyens dans le regard du pouvoir.

Aujourd'hui, le pouvoir s'exprime de plus en plus de manière algorithmique. Ainsi, la mise en œuvre des boîtes noires repose sur la croyance que l'on peut avoir accès au réel en se passant de la médiation du langage et de l'interprétation de la réalité. Il s'agit de détecter d'éventuels terroristes, avant même qu'un début de préparation d'une action puisse avoir lieu. Ainsi, comme le formule Antoinette Rouvroy, c'est le « réel qui va parler de lui-même : les terroristes vont se trahir par leurs propres données, sans qu'on ait vraiment à traduire leurs motivations, les causes de leurs actions. » Alors, le terroriste existe parce que sa nature est révélée par le traitement algorithmique des données. Ce dispositif automatique produit lui-même ses propres principes d'évaluation et fait que l'acte de nommer du pouvoir échapperait à tout arbitraire et à toute erreur.

L'utilisation de métadonnées permettrait d'épuiser les possibles et de supprimer toute incertitude. L'automatisme de la procédure nous place hors langage. Elle révélerait directement le réel, en supprimant la subjectivité humaine et la question du choix. L'objectivité de la machine, du travail de l'algorithme, permettrait de prédire les événements, de prévoir la préparation d'attentats, même si l'individu surveillé n'est pas encore pleinement conscient de « son parcours de radicalisation » et ainsi d'agir préventivement sur celui-ci. Grâce à la croyance d'une maîtrise de la potentialité, la simple possibilité devient immédiatement réelle. La virtualité, la parole du pouvoir et le réel du terrorisme sont alors confondus.

## UNE LOI SURMOÏQUE

La loi sur le renseignement identifie la personne à la quantification de ses données, au score qui lui est attribué par l'algorithme. L'individu est réduit au rapport quantitatif établi entre ses bons et mauvais comportements supposés. Enlever la batterie de son GSM, crypter ses messages, c'est-à-dire vouloir se soustraire au regard du pouvoir, sont des atti-

tudes notées négativement. Un certain score de tels comportements inadéquats, ainsi que la visite de sites « jihadistes » ou « complotistes » peut conduire à la qualification de « terroriste ».

La loi sur le renseignement ne pose pas d'interdit, elle ne règle pas l'existence des populations, mais grâce à l'omniprésence de l'algorithme, elle supprime le langage. En s'attaquant à la possibilité de former une parole, la loi anéantit la capacité d'affronter le réel fabriqué par le pouvoir et ainsi la possibilité d'un devenir. Elle n'interdit pas formellement de crypter ses messages ou de visiter des sites labellisés négativement. Elle exprime simplement « tu n'es rien d'autre que ce qui se donne à voir », que les traces que tu as laissées sur le Net. Grâce à l'algorithme, aucune altérité ne pourrait être soustraite au regard des institutions. Toute négativité est supprimée.

La loi sur le renseignement s'inscrit bien dans une problématique surmoïque, celle d'un surmoi archaïque de type maternel, un surmoi « opprimant et ravageant » qui incarne un savoir absolu sur le réel du sujet. Ce dernier n'est plus que le résultat de la manière dont il est nommé par le dispositif de « surveillance » qui le désigne comme terroriste potentiel. Le sujet est automatiquement révélé par le chiffre, par le score qui lui est attribué en rapport à ses données téléphoniques et informatiques.

## SAVOIR ABSOLU D'UN POUVOIR TOTALITAIRE

Ce qui confère sa force irrésistible à ce jugement, c'est qu'il ne tire pas sa force d'un quelconque rapport à la vérité, à la réalité, mais bien au réel du sujet. Ce qui importe n'est pas que l'individu suspecté corresponde aux résultats du calcul algorithmique, qu'il ait eu l'intention effective de commettre des attentats, mais qu'il soit désigné comme tel et que cette affirmation ne peut être confrontée, puisque la fonction du langage est annihilée. La différence et l'opposition ne peuvent plus être pensées. En l'absence de signifiant, de support matériel du discours, le signifié « terroriste » vole de ses propres ailes.

L'individu n'est plus un sujet, mais simplement la somme de ce qui est capturé et quantifié par la machine. L'attestation de la vérité ne suffit pas pour faire face au non-sens de l'injonction surmoïque. Nous ne sommes plus dans la propagande, mais face à un surmoi sidérant qui intime « pas un mot ». Il faut alors rompre l'impossibilité radicale de contredire le surmoi médusant et rétablir la possibilité de dire non.

La loi sur le renseignement est également une loi surmoïque, dans la mesure où elle ne donne aucune précision. Elle ne mentionne pas de sites ou de personnes interdites ; c'est à l'utilisateur de présumer de lui-même les recherches qu'il sera autorisé à effectuer sur le Net sans en subir des conséquences administratives ou pénales. Il devra évaluer en permanence les exigences du pouvoir. Ainsi, comme l'écrit Jean-Daniel Causse à propos de la loi intérieure du surmoi : « Comme elle ne donne pas de contenu à l'interdit, la loi devient infinie et totalement arbitraire lorsqu'elle se trouve dictée par le surmoi. » La loi pénale est alors l'expression d'un pouvoir totalitaire.

Jean-Claude Paye, sociologue, auteur de L'Emprise de l'image. Yves Michel 2012.

(1) Voir "Effacer le désir même de résistance", Jean-Claude Paye, Kairos septembre/octobre 2015

# DOUTE CHEZ LES ÉCONOMISTES

## UNE VISITE AU 21<sup>ÈME</sup> CONGRÈS DES ÉCONOMISTES

Le thème du 21<sup>ème</sup> congrès des économistes – «*La croissance: réalités et perspectives*» – ne pouvait qu’attiser ma curiosité et peut-être me rassurer: enfin la question percole dans les esprits. La manifestation se déroulait à l’Université de Liège le 26 novembre dernier, en présence d’environ 250 personnes issues des milieux académique, politique, entrepreneurial et associatif. Chacun a reçu le jour même les actes, un copieux volume de 721 pages où l’économétrie occupe une place importante, ce qui a tout pour décourager les béotiens en économie...

Les trois allocutions d’ouverture sont un festival de logomachie écolo-technocratique: «nouveaux modèles de développement», «restauration de l’environnement», «production et consommation durable», «recyclage des métaux», «saut technologique» et pire encore «croissance éthique». Ça commence mal, mais heureusement la conférence inaugurale du médiatique Daniel Cohen me rassérène. Son dernier essai *Le monde est clos et le désir infini* (éd. Albin Michel) ouvre certes une brèche dans le prêt-à-penser économiste, déboulonne la foi en la croissance, mais le décroissant que je suis reste sur sa faim. Car l’économiste français semble vouloir se distinguer du courant dominant tout en restant à l’intérieur des bornes. Néanmoins, il ne suffit pas de les reculer de quelques dizaines de mètres pour pleinement convaincre. Son érudition quitte régulièrement sa discipline pour toucher à la sociologie et à la philosophie, ainsi compare-t-il la mort de la croissance à la mort de Dieu nietzschéenne. Il remet en cause l’industrialisme, «monde à rendements croissants» et système hiérarchique prônant l’enrichissement, lui préférant un *post-industrialisme* où l’horizontalité marquerait un certain retour à l’idéal émancipateur des Lumières. Selon lui, la société de consommation du XXI<sup>ème</sup> siècle se présente en trois «silos»: le service après-vente, la santé et les technologies de l’information et de la communication (TIC). Je suis content d’avoir appris des choses, mais je ne vois pas bien où Cohen veut en venir, notamment dans son rapport ambivalent aux TIC et à la Singularité technologique. Trop pragmatique? ou trop rêveur?

Il est alors temps de passer aux travaux dans quatre commissions: La croissance: quel passé, quel avenir? Quels instruments pour quelle croissance? Peut-on réconcilier croissance et environnement? Quelle économie dans une ère post-croissance? J’ai décidé d’intégrer cette dernière, pilotée par Isabelle Cassiers (UCL) et Kevin Boulanger (ULB). Huit intervenants exposent leur point de vue: Dominique Méda, Bernard Perret, Thomas Bauwens, Sybille Mertens, Stephan Kampelmann, Olivier De Schutter, Eloi Laurent et Géraldine Thiry par vidéo-conférence. Soit un aréopage d’universitaires belges et français convaincus des impasses de la croissance et de ses effets aliénants. Où trouver une voie salvatrice? Par exemple, dans la *méséconomie*, à mi-chemin entre le macro et le micro, là où des propriétés émergentes peuvent survenir. Que viser? L’autonomie, mais on ne va pas au fond

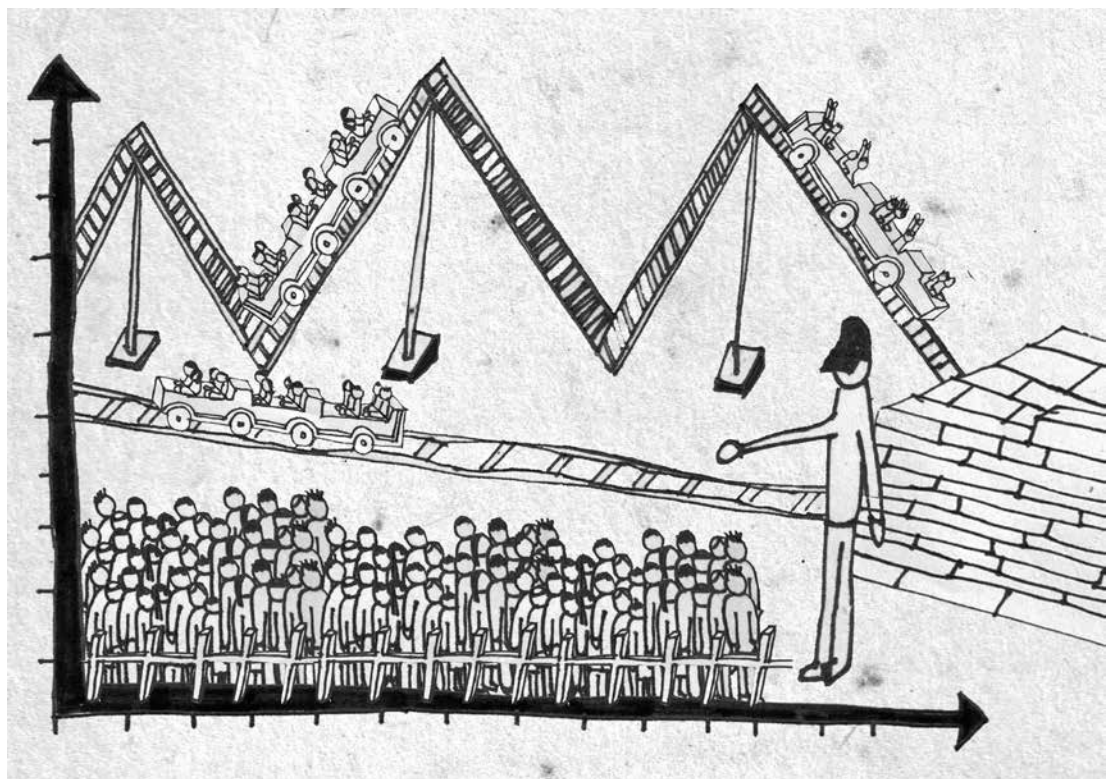


Illustration: Priscilla Beccari

de la question; par exemple, devrait-on continuer à s’autonomiser par rapport à la nature? Opposante à la croissance, D. Méda feint pourtant d’ignorer l’existence du mouvement de la décroissance. Sa critique m’apparaît comme passée à l’eau de javel, même si sa proposition de remplacer les gains de productivité – condamnés à terme – par les gains de qualité et de durabilité est attirante. L’intervention d’E. Laurent est un saut qualitatif. Il faut changer de récit, dit-il, car non seulement la stagnation de la croissance est reconnue par les économistes libéraux, mais celle-ci a épuisé son sens et sa substance. Toutefois, la partie n’est pas gagnée pour autant car le pouvoir cherche à relancer la mégamachine croissanciste par quatre stratégies: le retour du keynésianisme (chez les gentils), les TIC (chez les technoptimistes), l’hypertrophie de la sphère marchande (chez les pragmatiques-cyniques du genre Emmanuel Macron) et les inégalités (chez les carrément méchants). Laurent désire retrouver bien-être et soutenabilité au-delà de la croissance. En faisant penser à la relocalisation chère aux décroissants, Th. Bauwens et S. Mertens en appellent à des actions locales pour affronter des problèmes globaux. B. Perret parle, lui, de démarchandisation. Seule fausse note dans cette commission, St. Kampelmann approuve deux arnaques à la mode, l’économie circulaire et, pire, la troisième révolution industrielle, marotte de Jeremy Rifkin chèrement vendue aux pouvoirs publics européens. Je rappelle aux participants l’indispensable et rapide décroissance des flux de matières, d’énergies et d’informations. K. Boulanger paraît favorable à cette idée, mais les contraintes de temps ne permettent hélas pas de discuter collectivement de mon point de vue.

La séance plénière de clôture débute avec les rapports des travaux des commissions. Y fusent des idées plus ou moins intéressantes – la croissance n’a pas besoin d’être arrêtée, ça se fera tout

seul; sans productivité du travail, pas de croissance –, saugrenues – IPAT serait un modèle «trop simple» – voire fumeuses ou dangereuses – pari sur des techniques qui n’existent pas encore, recours à l’économie circulaire, à l’économie de la fonctionnalité, à l’écologie industrielle. Arrive à la tribune le ministre Jean-Claude Marcourt. Son discours est un modèle de rhétorique politicienne consistant à poser des questions pertinentes... tout en évitant soigneusement d’y répondre. Aussi ses affirmations: «la croissance n’est pas un objectif en soi», «il faut réinventer notre modèle de société», «changer de cadre» et même «partager le travail». Après la pomade arrive l’acide: le progrès technique est un facteur de croissance, d’ailleurs le Plan numérique du ministre est une «opportunité pour la Wallonie». M. Marcourt n’oubliera pas non plus l’argument démagogique de la santé, les «opportunités de compétitivité économique», la créativité «qui doit être démultipliée», et cite la liste des entreprises wallonnes innovantes. Las! En contraste, Eloi Laurent donne la note finale avec une conférence très intéressante, une comparaison des économies chinoise et étatsunienne. La bonne nouvelle de ce congrès est finalement de constater que plus personne n’ose faire l’éloge de la farce du marché libre et autorégulé. Le consensus est à une économie de marché mieux régulée par les pouvoirs publics. Le néolibéralisme pur et dur aurait-il fait son temps? Le cas échéant, comment expliquer que, dans les faits, les politiques d’austérité restent plus que jamais la norme dans l’Union européenne? L’oligarchie resterait-elle sourde à ce qui semble représenter un courant de plus en plus présent dans le champ de l’économie? Qui va gagner? Ni laisser faire, ni gouvernance régulatrice, faisons en sorte que ce soit l’antiproduktivisme.

**Bernard Legros**

# LES PANDÉMIES NE SONT JAMAIS LOIN

Hier Ebola, aujourd'hui Zika. Parmi les risques majeurs qui pourraient déclencher ou participer à un effondrement de civilisation, les pandémies ne sont pas des moindres. L'idée paraît pourtant saugrenue dans nos pays riches et industrialisés...

Et si la civilisation industrielle était avant tout celle qui a su contrôler les épidémies ? Grâce à une médecine de pointe, à la découverte de vaccins et d'antibiotiques, ou à l'invention du tout-à-l'égout, nous en avons fini avec la peste noire qui a décimé la population européenne au milieu du XIVe siècle ou la grippe espagnole de 1918.

Mais pour combien de temps ? Serait-il possible que nos pays subissent à nouveau des épidémies ou des pandémies (quand l'épidémie traverse des frontières) ? Attention, nous parlons ici uniquement des *maladies transmissibles*, car chacun sait que la prévalence des maladies non-transmissibles, comme le diabète, les maladies cardiovasculaires ou les effets des pollutions, est en pleine explosion dans les pays industrialisés<sup>1</sup>.

## LE REMPART TECHNOLOGIQUE

Si l'on regarde attentivement, à l'heure actuelle, tous les ingrédients d'une pandémie sont réunis : forte densité de population, chaînes d'approvisionnement rapides et globalisées, tourisme de masse, urbanisation galopante, perte de biodiversité (qui a un rôle tampon), apparition de nouvelles maladies (par exemple Ebola, hépatite C, SIDA), réchauffement climatique, etc.

Finalement, le seul rempart qui nous protège des pandémies est notre technologie, et en particulier la médecine d'urgence et les mesures d'hygiène (le traitement des eaux usées, par exemple). Une étude datant de 2010 a montré que les zones les plus sensibles au risque de manque d'eau potable sont les plus peuplées, c'est-à-dire la Chine, l'Inde, l'Est des Etats-Unis et l'Europe<sup>2</sup> ! Bien entendu, les chercheurs précisent que le niveau technologique d'un pays réduit considérablement ce risque (ce qui exclut donc aujourd'hui des zones à risques les Etats-Unis et l'Europe). Mais si l'on tient compte de la fin des énergies fossiles et de la possibilité d'un effondrement, ce rempart pourrait très vite sauter et exposer nos pays à un risque très élevé de pandémie.

Une autre manière d'illustrer ce rempart technologique est d'imaginer ce que serait devenue la pandémie d'Ebola sans l'utilisation massive de combinaisons, de masques, de gants en plastique ou de seringues stériles ? Et si le système financier ou énergétique s'effondrait, de quels moyens disposerions-nous pour juguler les épidémies ? Sans cash, il n'y a pas de réponse globale, rapide et coordonnée possible. C'était d'ailleurs l'une des principales leçons de la pandémie grippale H1N1 de 2009<sup>3</sup>. Sans pétrole, comment pourrions-nous transporter les médecins, isoler les individus contaminés ou acheminer le matériel indispensable ?

## QUAND L'ÉPIDÉMIE CAUSE L'EFFONDREMENT

On a tous en tête des images des films de zombies ou des films catastrophe dans lesquels une



pandémie sévère provoque des millions de morts et fait vaciller l'ordre mondial<sup>4</sup>. En réalité, pour que ce genre de fléau déclenche un effondrement de civilisation, il n'y a pas besoin d'éliminer 99 % de la population humaine, seul un faible pourcentage peut suffire.

En effet, lorsqu'une société se complexifie, la spécialisation des tâches devient de plus en plus poussée, et fait émerger des fonctions clés dont la société ne peut plus se passer. Tel est par exemple le cas des transporteurs routiers qui approvisionnent le pays en carburant, de certains postes techniques de centrales nucléaires, ou des ingénieurs qui maintiennent des « hubs » informatiques, etc. Pour le physicien Yaneer Bar-Yam, spécialiste en science des systèmes, « l'un des plus profonds résultats de la recherche sur les systèmes complexes, est de constater que lorsqu'un système devient hautement complexe, les individus deviennent importants<sup>5</sup> ».

Selon Jon Lay, à la tête d'un plan global d'urgence d'Exxon Mobil qui simulait les effets d'un retour de la grippe de 1918, « si nous parvenons à persuader les gens qu'il est sans danger de venir travailler, nous pensons que nous aurons environ 25 % d'absence<sup>6</sup> ». Dans ce cas, si tout est mis en place pour préserver les postes importants, il n'y aura pas de conséquences graves. « Mais si nous avons 50 % d'absences, c'est une tout autre histoire ». Et si aux malades s'ajoutent les personnes qui restent à la maison par peur de la contagion, les effets en cascade sur l'économie pourraient être catastrophiques, et d'autant plus que les mesures de quarantaine seront sévères. Au-delà de quelques jours, tout le système peut s'éteindre au risque de ne plus redémarrer correctement, voire plus du tout.

En 2006, des économistes ont simulé les effets qu'aurait la grippe de 1918 sur le monde d'aujourd'hui. Résultat : 142 millions de morts dans le

monde, et une récession économique qui amputerait le PIB mondial de 12,6 %<sup>7</sup>. Dans ce scénario, le taux de mortalité était de 3 % (des personnes infectées). Or, pour le virus H5N1 ou Ebola, ce taux peut dépasser 50 ou 60 %...

Certains rétorqueront qu'au Moyen-Âge, la peste a décimé un tiers de la population européenne sans pour autant effacer de la carte la civilisation européenne. Certes, mais la situation était différente, les sociétés étaient beaucoup moins complexes qu'aujourd'hui. Non seulement les économies régionales étaient compartimentées, réduisant ainsi le risque de contagion, mais la population était constituée d'une majorité de paysans. Or, une diminution d'un tiers des paysans réduit la production agricole d'un tiers, mais ne fait pas disparaître des fonctions vitales à l'ensemble de la société, comme ce serait le cas aujourd'hui. Sans compter qu'à l'époque, les survivants pouvaient encore s'appuyer sur des écosystèmes non-pollués et diversifiés, de nouvelles terres arables potentielles, des forêts en abondance et un climat stable. Aujourd'hui, ces conditions ne sont plus réunies.

## L'ÉPIDÉMIE FAIT PARTIE D'UN EFFONDREMENT

Avant la révolution industrielle (notre rempart technologique), l'Europe a essuyé de nombreuses catastrophes économiques et démographiques. Une étude publiée en 2011 a pu mettre en évidence la chaîne de causalité des catastrophes. Les étincelles ont toujours été des perturbations climatiques, qui dégénèrent en famine. C'est cette dernière qui a déclenché ensuite les troubles sociaux, les guerres et les épidémies, et qui au final a réduit la population<sup>8</sup>.

Comprendre les pandémies et leur rôle dans les effondrements n'a pas pour objectif de faire peur, mais de nous rendre plus lucides sur les risques que nous encourons. Il s'agit aussi de prendre conscience de ce que nous cache le mythe si bien ancré (et si doux) du progrès. Il nous empêche de voir les choses en face, et donc de concevoir des politiques réalistes. Des politiques catastrophistes et éclairées.

Pablo Servigne & Raphaël Stevens

- (1) A. Ciccocella, « La vraie raison de la diminution de la durée de vie », *Reporterre*, 30 janvier 2016.
- (2) C. J. Vörösmarty et al., « Global threats to human water security and river biodiversity », *Nature*, vol. 467, n°7315, 2010, pp. 555-561.
- (3) Never again, *The Economist*, 21 mars 2015 voir par exemple, *World War Z* (2013) de Marc Forster, ou *Contagion* (2011) de Steven Soderbergh.
- (4) voir par exemple, *World War Z* (2013) de Marc Forster, ou *Contagion* (2011) de Steven Soderbergh.
- (5) Cité par D. MacKenzie, « Will a pandemic bring down civilisation? », *Scientific American*, n°2650, 5 avril 2008.
- (6) Cité par D. MacKenzie, 2008. Op. Cit
- (7) Id.
- (8) D.D. Zhang et al., « The causality analysis of climate change and large-scale human crisis », *PNAS*, 2011. Vol. 108, n°42, pp. 17296-17301.

# AIDE À L'ÉDITION : LES COPAINS D'ABORD !

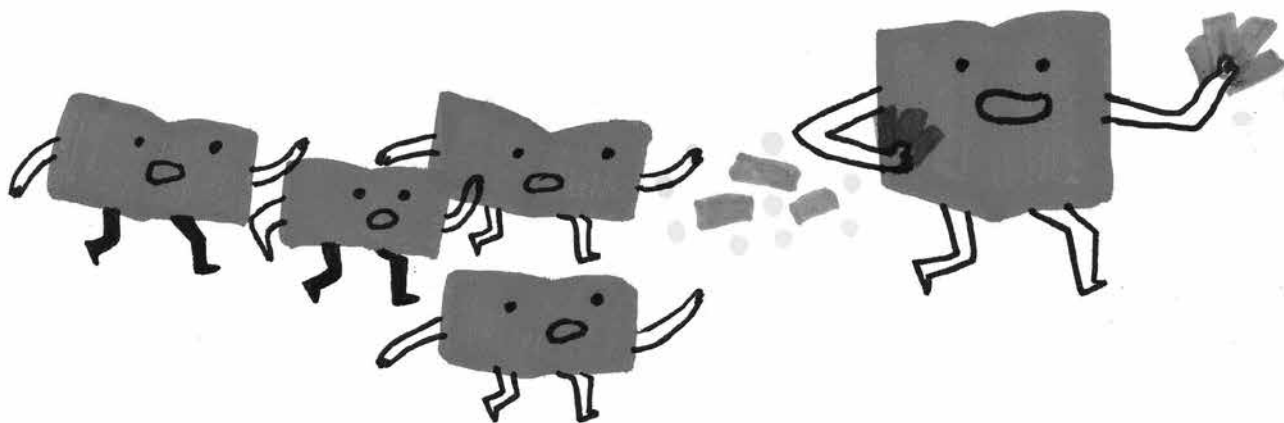


Illustration: Marion Barraud

En tant que représentant d'une jeune maison d'édition bruxelloise portant des projets catalogués parfois «difficiles» ou «pointus» et souvent onéreux, nous avons entrepris des démarches en vue de faire aider certains de ces projets par les services de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est dans le cadre de ces recherches que nous avons pu prendre connaissance de certains faits particulièrement interpellants. Devant la gravité de certains et l'incurie du fonctionnement global, nous avons alors décidé, plutôt que de nous inscrire benoîtement dans un cadre qui nous semblait sous bien des aspects aberrant, d'en dénoncer les errements. Et ce par le biais d'une lettre ouverte\* à la ministre Milquet dont la teneur se retrouve dans les lignes qui suivent.

1. Le rapport d'activités de la commission Bande dessinées 2014 stipule que la commission a accordé une aide de 8000 € pour un «soutien à l'édition» d'un des livres de la vice-présidente de la même commission. Le même rapport mentionne qu'un montant de 2000 € a été alloué pour «aide à la traduction» d'un autre livre de la même vice-présidente de la commission. Alors que cette vice-présidente est présentée nommément dans ce rapport comme faisant partie d'une maison d'édition (maison au sein de laquelle sont édités certains de ses livres), une aide de «soutien à l'édition» de 3500 € a été attribuée à cette même maison. Par ailleurs, les deux bourses de création d'un montant de 9000€ chacune, distribuées cette même année l'ont été à trois auteurs-éditeurs-fondateurs (chacun à des titres divers) de cette maison d'édition. Deux de ceux-ci ayant été par ailleurs membres (suppléants ou non) de la même commission par le passé. Cette situation se répète – sous d'autres formes similaires – lors des années précédentes. S'il est difficile d'y retrouver une situation aussi caricaturale, ces cas patents de conflit d'intérêt peuvent être observés dans d'autres commissions. Citons juste – presque pour rire – l'exemple du Fond National de la littérature dont 60 % des membres de la commission se sont vu octroyer une aide par la même commission...

Auteur membre de commission recevant des aides, éditeur en percevant d'autres alors qu'il est membre à part entière ou suppléant, etc... les situations ne manquent pas où, in fine, l'argent public est distribué par qui le reçoit...

Alors qu'il est une évidence que la limite entre juge et partie devrait être rendue aussi marquée que possible dans le cadre d'une gestion publique saine,

ces principes cardinaux ont pourtant été grandement oubliés. En rappeler les grands principes ferait presque figure de posture révolutionnaire :

- Aucune aide ne doit être allouée directement ou indirectement à un membre de commission (suppléant ou non) pendant l'exercice de son mandat.
- Aucune aide ne doit être allouée à des projets auxquels seraient liés, de près ou de loin, des membres de la commission (un auteur à «son» éditeur, un éditeur à «son» auteur, un éditeur à lui-même via – ou non – l'un de ses représentants).
- Chaque commission doit veiller à se doter d'un règlement d'ordre intérieur prévoyant précisément les cas de conflit d'intérêt et les mesures à appliquer en vue de leur règlement.
- Dans le cas où un conflit survient, mention doit en être faite clairement dans les rapports officiels, ainsi que les mesures adoptées.

De nombreuses objections pourraient être adressées à ces simples mesures de bonne pratique : «La Belgique est un petit pays», «Nous ne disposons pas d'un réservoir si étendu de spécialistes capables de rendre des avis pertinents», «Il est impossible d'éviter toute «consanguinité»», etc... Autant d'objections fonctionnant comme des oukases et qui n'ont d'autre but que de se conforter dans un mode de fonctionnement dont profitent actuellement ceux, précisément, qui les formuleraient.

2. En Belgique, une publicité des comptes des entreprises et des associations est obligatoire. Toute aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles étant conditionnée à la mise à disposition des comptes de l'organisation en ayant bénéficié, il va dès lors de soi qu'aucune aide ne pourrait échoir à une maison d'édition ne publiant pas ses comptes. Or, certaines maisons d'édition n'ont – parfois dix années durant – pas pris la peine de déposer ceux-ci, soit auprès du Greffe du Tribunal de Commerce (pour les associations), soit à la Banque Nationale (pour les entreprises)... tout en continuant à bénéficier de subsides. Cela n'est pas qu'une simple mesure formaliste. En effet, comment prétendre vérifier l'utilisation d'un subside, alors même que les comptes devant en faire état n'existent pas pleinement ? Détail croustillant qui démontre, par l'absurde, l'absence d'un contrôle efficace : un éditeur ne publiant plus ses comptes depuis deux ans a continué à bénéficier de l'attribution de subsides... alors même qu'il était en situation de faillite.

3. De nombreuses dispositions réglementent le versement d'aides, soit par le biais d'une convention particulière entre la Fédération Wallonie-Bruxelles et l'éditeur, soit par celui d'une charte générale à laquelle doit se soumettre tout demandeur. Il se fait qu'alors même que ces dispositions sont émises par le service public, ce dernier ne veille souvent que fort peu à leur respect.

- La charte générale impose à l'éditeur demandeur de recourir aux services d'un professionnel pour sa diffusion et sa distribution. Or seuls quatre éditeurs bénéficiaires d'aides satisfont au sens strict à cette exigence. Alors qu'il est du rôle fondateur de l'éditeur de veiller à la diffusion et la distribution de son catalogue. Faire connaître le travail de l'auteur est sa fonction cardinale. Et si tout éditeur n'a pas vocation à rentrer en diffusion et distribution dans un grand groupe, il se doit de donner des garanties à cet égard au pouvoir subsidiant. À qui il revient à tout le moins de veiller au respect des règles qu'il édicte.
- Un tirage minimum est parfois d'application. Il est des cas où ces chiffres ne sont pas respectés de moitié. Sans que les montants alloués, ne soient, eux, revus à la baisse (alors même qu'ils sont fixés sur base du tirage!).
- Une des règles principales à laquelle doit se soumettre l'éditeur est le paiement scrupuleux des droits d'auteurs, ce qui ressort de l'évidence. Il appert malheureusement que cela n'est pas toujours le cas (un simple aperçu des comptes – pour autant qu'ils soient disponibles – le démontre). Si les droits d'auteurs ne sont pas payés, les aides, elles, continuent à être versées...

4. Alors qu'il semble de bon ton de répéter à l'envi qu'il n'y a pas assez d'argent investi dans la culture – il n'est pas dans notre propos ici de prendre position à cet égard –, il est un fait que beaucoup d'éditeurs reçoivent des moyens considérables (eu égard à ce type d'économie) de la part de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Nombre d'entre eux en viennent à recevoir (via des conventions et/ou des aides plus spécifiques) de quoi pouvoir assumer, grâce à ces seules aides, leur mission entière. Et cela depuis de nombreuses années. Sans compter que nombre d'éditeurs perçoivent des aides auprès de plusieurs structures de la FWB, comme auprès d'autres (WBI, communes, CNL, etc...). S'il peut être effectivement intéressant de ne pas faire dépendre la culture d'impératifs uniquement matériels, il ne nous semble pas opportun de l'en distancier d'office et sans dis-

[Suite de l'article page 17]

# SERIEZ-VOUS LIBRE® CE SOIR® ?

## OU COMMENT LES MÉDIAS-INDUSTRIES DÉTRUISENT LA PENSÉE

Un dossier réalisé par Alexandre Penasse



Illustration: Fabienne Loofts

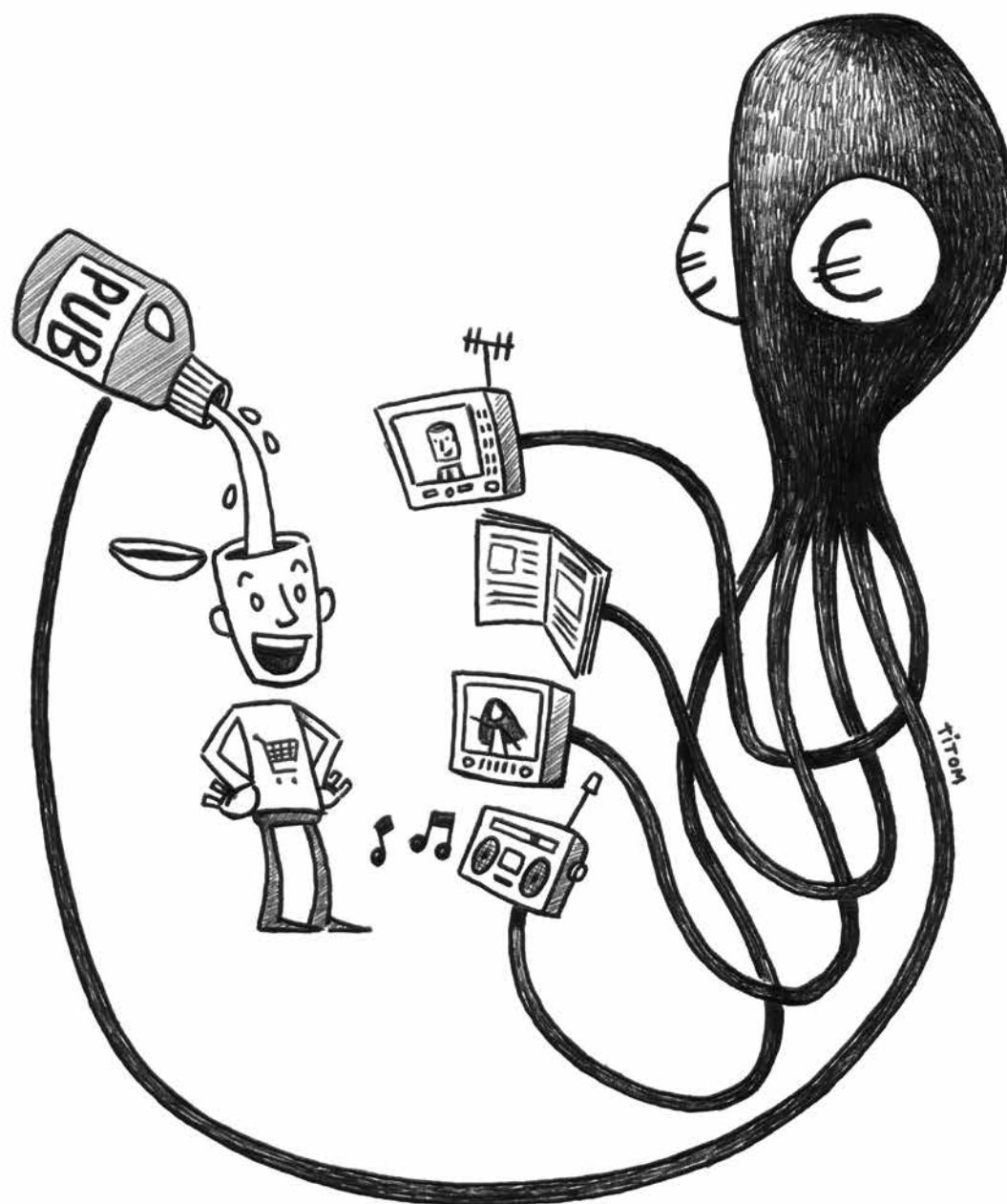


Illustration: Titom

**A** lors, aujourd'hui, La Première, NRJ, DH Radio; Le Soir, La Libre, La Dernière Heure; RTL-TVI, Plug RTL, RTBF?... Qu'importe au fond, sous l'illusoire liberté de choisir votre « média » se dissimule le fait que toutes les options que vous pourrez faire reviennent au même, malgré les quelques différences visibles au niveau de la forme et du fond. Car derrière d'apparentes divergences, tous propagent une même et unique version du monde, restent confinés dans les mêmes possibles, délimitant les impossibles dès lors que sont franchies les limites, tacites, qu'on ne dépasse pas.

A les voir, les lire et les entendre, il n'y aurait jamais rien à changer fondamentalement au monde tel qu'il va: destruction de la nature provoquée par nos modes de vie, surinvestissement du travail productif, négation de la souffrance qu'il génère et absence de réflexion sur le sens, misère et inégalités, stigmatisation du chômage que l'emploi génère inévitablement, absence de remise en cause du tout technologique, etc. « Aux yeux de la plupart des journalistes, le monde "moderne" est intrinsèquement bon (...) rien de ce qui est négatif (exploitation, oppression, chômage massif, guerres, gaspillage des ressources humaines

et naturelles, etc.) n'est vraiment imputable à l'essence même du capitalisme »<sup>2</sup>. Il y aurait comme une absence totale de remise en question de la religion de la croissance et de l'hyper-consumérisme qu'elle nécessite. Il suffirait juste de pallier – qui vient du latin « couvrir d'un manteau » ! – les maux que le système engendre.

Pourquoi, quand vous décidez d'acheter La Libre plutôt que Le Soir, de regarder la RTBF plutôt que RTL, vous n'êtes au fond pas libre de choisir ? Plutôt que de voir dans ces différents médias une espèce de caste indifférenciée de journalistes malintentionnés, il est plus utile de se pencher sur la propriété de ces médias<sup>1</sup>, la composition sociologique de leur rédaction et le support publicitaire qu'ils représentent. A partir de là se dessine l'empreinte identique qui marque d'une même idéologie l'ensemble des rédactions: à savoir celle du marché roi et de la consommation comme modèle de société.

(1) Exceptée la RTBF, publique. Voir ci-dessous « Le cas particulier de la RTBF: jetée dans l'arène de la concurrence ». Nous avons en outre déjà esquissé dans un précédent article (« Les conditions obligées d'une presse libre », Kairos, février-mars 2014), le sujet de l'industrie de la presse, que nous développons plus amplement ici.

(2) Alain Accardo, « Journalistes précaires, journalistes au quotidien », Editions Agone, 2007, p.64.

# 1 LES GROUPES MÉDIATIQUES : SOURIEZ, VOUS ÊTES CERNÉS !

Pourquoi ces médias de masse nous fourniraient-ils les instruments de compréhension de ce monde, si le risque pour eux est qu'ils voient concomitamment leurs avantages indus et leur position privilégiée disparaître ? Ce serait comme couper la branche sur laquelle ils sont assis. Disons-le alors : ces groupes médiatiques ne peuvent tolérer le passage à une société décente !

Les médias belges – et parmi ceux-ci les trois quotidiens que sont La Libre, Le Soir et la DH – sont concentrés en plusieurs grands groupes qui possèdent également radios, chaînes de télévision, sites internet, distributeurs, sociétés de production et sont directement liés à des banques, agences de presse, multinationales diverses, et indirectement à des Think tanks ultralibéraux et lobbys patronaux. Nous nous contenterons d'en détailler trois : IPM, Corelio et Rossel.

1. **IPM** est détenu à 100% par le groupe Maja<sup>3</sup>, lui-même entière propriété de la Compagnie de Développement des médias, possession de la famille Le Hodey, dont Axel Miller, ancien président de **Dexia** et actuel patron de **D'leteren**, est président du Conseil d'administration. IPM SA possède deux journaux, **La Libre Belgique** et **La Dernière Heure/Les Sports**, ainsi que leurs éditions régionales et leurs sites internet. Le groupe détient 50% des parts de la **Libre Match**, dont les 50% restant sont la propriété du groupe **Lagardère** via sa filiale **Hachette Livre**. IPM possède encore 29% de **Audiopresse** qui elle-même possède 34% des parts de **RTL Belgium** (RTL-TVI, Club TTL, Plug RTL), RTL Belgium elle-même possession à 66% du groupe RTL basé au Luxembourg, lui-même conglomérat de médias luxembourgeois créé en 2000 par la fusion de la **CLT-UFA** et de la société de production britannique **Pearson TV**. Audiopresse est par ailleurs une société holding détenue par les éditeurs de presse quotidienne francophone belge et gérant une participation dans le groupe RTL Belgium. IPM détient encore 13% de l'agence de presse **Belga**; 99,8% des parts de **Twizz radio (DH Radio)**; 52% de **Médiascap** qui a des participations indirectes dans **SARL Libération** qui édite le journal Libération. IPM est aussi actionnaire à 50% de **Courrier International EBL** qui édite le *Courrier International* belge, journal lui-même possession du *Courrier International France*.

En 2008, IPM possédait 26 % des parts de marché en télévision et, en 2013, 21,73% des parts de marché en presse.

2. **Corelio** est un groupe de presse dont les actionnaires sont **Mediacore**, **Cecan**, **Krantenfonds**, **De Eik**, **Vedesta**<sup>4</sup>. Corelio possède 62% de **Mediahuis (De Standaard, Het nieuwsblad, Het belang van Limburg)**, Mediahuis – qui détient 19,5% de **Belga** – qui est à 38% la possession de **Concentra**. Corelio détient également 29,2% des parts de **Audiopresse**. Corelio possède également 100% de **Corelio Publishing** qui détient 25% de **De vijf ver media** qui elle-même est la propriété de **Tele-net** (50%) et **Waterman et Waterman...** (nous arrêtons là pour Corelio Publishing, reportez-vous à la note de bas de page 4). Corelio possède également

50% des parts de **Nostalgie**, appartenant à **Radio Nostalgie France** elle-même détenue à 100% par le **NRJ Group** auquel appartiennent **NRJ France** et **NRJ Belgique**. **Nostalgie** détient également 50% des actions de **Radio Nostalgie flamande**, dont l'autre moitié est détenue par IPM.

Le président de Corelio est Thomas Leysen. Ce dernier fut président de la **FEB** (fédération des entreprises de Belgique, lobby patronal), est actuellement président d'**Umicore**, groupe « spécialisé en technologie de matériaux », et président de la **KBC**. Il est également membre de la **Table Ronde des Industriels Européens**<sup>5</sup>, puissant lobby réunissant les plus grandes entreprises européennes.

En 2008, Corelio possédait 10% des parts de marchés en radio et 26% en télévision.

3. Le groupe **Rossel**<sup>6</sup>. Son président, Bernard Marchant, est ancien conseiller fiscal cher Arthur Andersen, société parmi les « Big five » dont la notoriété est plus liée au scandale de la multinationale Enron pour laquelle elle réalisait des audits, que comme éditeur de journal. Passé par la vice-présidence europe du groupe informatique Olivetti et plus tard directeur général de Beckaert, leader mondial du métal), il terminera, avant d'arriver chez Rossel, par un poste de président directeur général du groupe français 9Telecom.

Le Groupe Rossel (**Le Soir, Le Soir Magazine**), possède **Sud Presse** (100%, ce sont des éditions régionales), **Éditions Urbaines** (99,5%, **Vlan**), **Imprimerie des éditeurs** (99,95%), cette dernière possédant 49% de **Mass Transit Média (Métro)**, dont les 51% restants appartiennent à Concentra. Rossel possède encore 24,9% de **Radio H**, propriétaire de **Cobelfra (Radio Contact, Mint)** et **Inadi (Bel RTL)**; **Radio H** est par ailleurs la propriété (17,54%) de **RTL Belgium**. **Audiopresse** qui détient 34% de ce dernier est aussi la propriété de **Rossel** (29,34%). Enfin, Rossel détient à 50% **Mediafin (L'Echo)** et à 50% **Grenz-Echo** (Grenz-Echo), deux structures auxquelles appartiennent Holding Echos.

Rossel possédait, en 2008, 26% des parts de marché en télévision et, en 2013, 21,73 % en presse.

Restent : - le groupe **Roularta**<sup>7</sup> qui édite le *Vif/L'express*, *Bizz*, *Data News*, *Knack*, *Sport Foot Magazine*, *Trends-Tendance*, *trends.be*, le *Vlan*, *RTVM*, *Canal Z*, *Télépro* ;

- **De Persgroep** : *Het Laaste Nieuws*, *7sur7.be*, *De Morgen*, *De Tijd*, *L'Echo*, *Tv familie*, *Humo*, *Story*, *VTM*, *2BE*, *Joe FM*, *Vacature.com*, *Regiojobs.be*, *Autotrack.nl*, des toutes boîtes, un opérateur de télécommunication (*Jim Mobile*), etc.

## CONCENTRATION DANS LES MÉDIAS « LIBRES » : N'Y VOYEZ AUCUN INTÉRÊT PRIVÉ !

L'existence de trois groupes donnent, a priori, l'illusion d'une séparation qui occulte les interpénétrations, où IPM possède via *La Libre Match* (Paris Match Belgique), des liens avec le groupe français *Lagardère* mais entretient aussi, via *Audiopresse*, une consanguinité avec le Groupe *Rossel* (qui édite *Le Soir* notamment) qui détient aussi en partie *RTL Belgium*. Une proximité étrange avec le paradis fiscal luxembourgeois (siège de *RTL-Group*), dont *Corelio* peut se targuer aussi. Les trois groupes possèdent en effet via leur participation dans *Audiopresse* (29% pour IPM, 29,2% pour *Corelio*, 29,34% pour *Rossel*, donc plus de 87% au total) 34% de *RTL Belgium* (*RTL-TVI*, *Club RTL* et *Plug RTL*), plus d'un tiers donc. Il ne s'agirait donc pas trop pour les journalistes de la *DH*, du *Soir* ou de *La Libre* notamment, de dire du mal de la chaîne privée : intérêts croisés obligent ! Il n'est pas plus probable qu'ils se mettent à clarifier pour leurs lecteurs les structures auxquelles ils appartiennent. Ces actionnaires croisés sont en outre l'occasion de se rencontrer, opportunité d'accroissement futur de ses investissements.

Le champ médiatique est donc parfaitement inclus dans le champ économique plus large dont la règle première est celle de la croissance du profit, seule et unique religion. Impossible dans ce cas de se donner le temps nécessaire pour traiter l'information objectivement. Les « *actionnaires de référence ont à l'évidence intérêt au statu quo en raison de leur fortune et de leur position stratégique dans des institutions clés de la société* »<sup>8</sup>.

(3) Propriétés établies au 1er juin 2015, [http://www.csa.be/pluralisme/groupes/show/3\\_groupe\\_ipm](http://www.csa.be/pluralisme/groupes/show/3_groupe_ipm)

(4) Propriétés établies au 1er juin 2015, <http://www.csa.be/pluralisme/groupes/7>

(5) Fondée par le Vicomte Etienne Davignon, l'ERT (European Round Table) est considéré comme l'organe de pression par excellence au niveau européen. Il est à l'origine du marché unique européen et de l'euro. Lobby extrêmement puissant rassemblant les plus grandes multinationales européennes, ce n'est pas un secret qu'il est en première ligne dans l'influence ou l'initiative directe de projets de l'Union européenne, dont il rencontre la présidence tous les 6 mois. Voir « Tous pouvoirs confondus », Geoffrey Geuens, Editions EPO, 2003.

(6) <http://www.csa.be/pluralisme/groupes/2>

(7) <http://csa.be/pluralisme/groupes/5>

(8) Chomsky Noam & Edward Herman, « La fabrication du consentement », Editions Agone, 2008, p.38.

# 2 COMPOSITION SOCIOLOGIQUE DES RÉDACTIONS

Comment, au vu de leur structure et de leur fonctionnement, les médias dominants pourraient-ils faire pour ne pas favoriser la parole des puissants au détriment des masses populaires ? Il va de soi que si Bernard Marchant, big boss de Rossel qui possède notamment *Le Soir*, trouve que «*la préparation au management dans la formation des journalistes est insuffisante*», il ne va pas, lui comme les autres patrons de presse, rechercher à tout prix à engager des journalistes qui font un véritable travail pour informer le plus objectivement leurs lecteurs<sup>9</sup>. Pour Marchant et la logique du management, dans la configuration d'un média, le lecteur/auditeur/spectateur est un produit qu'il faut rendre disponible/vendre à son client qu'est le publicitaire, afin qu'il consomme ce qu'on vante dans la publicité. Le journal/télé/radio sert de support de présentation aux publicités, et donc de mise en contact du sujet avec la réclame.

Mais la sélection des journalistes est plus subtile que cela et n'a pas besoin de contrôle au faciès à l'entrée des bureaux d'entretien d'embauche. Elle a déjà lieu dans les endroits de formation, l'école ayant en outre opéré son tri social lors des 15 premières années d'enseignement. François Ruffin, étudiant-taupe au réputé centre de formation des journalistes en France, explique : «*Parmi nous, aucun enfant de manœuvre, de cheminot, de caissière. Ni Black ni Beur des "zones de non-droit" (...) Un cloisonnement social que renforce encore la claustration : nous vivons entre nous. Nous discutons avec les patrons de presse et autres cadres*»<sup>10</sup>, ce qui donne souvent lieu dans le traitement des reportages à un «*banal racisme de classe*»<sup>11</sup>, «*Sous nos plumes, nulle remise en cause de l'ordre - scolaire, financier, judiciaire, ... - établi... qui nous a, il est vrai, jusqu'ici bien servis*».<sup>12</sup>

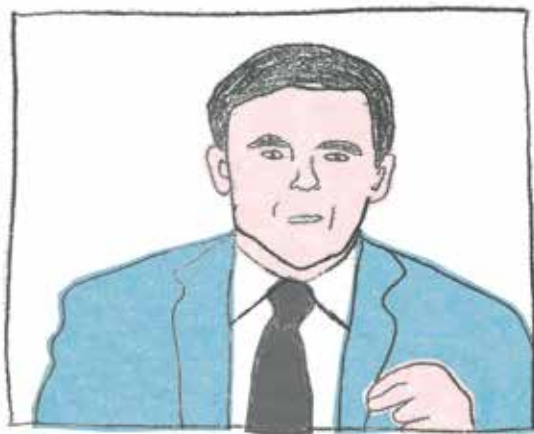
Les journalistes sont donc très loin du monde ouvrier et ils comprennent vite que dans leur perspective de carrière, trop remuer dans la réalité préfigure de futurs ennuis et n'est donc pas porteur en terme de «*plan de carrière*». Ceux qui «*réussissent*» sont donc ceux qui entérinent l'état du monde, relaient la doxa néo-libérale sous couvert d'un traitement neutre et objectif – sans jamais donc admettre qu'ils participent de cette doxa. Les exemples ne manquent pas. Le 20 octobre 2015, Béatrice Delvaux écrivait dans son édito «*Un pari dangereux*», interprétant les actions syndicales à Liège et sur le rail : «*Les dirigeants syndicaux (...) évoquent des "actions isolées", nourries par le ras-le-bol croissant des travailleurs devant l'accumulation de mesures "antisociales" du gouvernement. Marc Goblet [NDLR secrétaire général de la FGTB] hier se refusait ainsi à condamner ces actions, incriminant le gouvernement fédéral qui, avec sa politique, aurait allumé le feu. Cela correspond à l'évidence à un ressenti*». Les réactions des travailleurs aux mesures gouvernementales ne seraient juste qu'un «*ressenti*», un état subjectif dans lequel il n'y aurait aucune base réellement objective ; des revendications d'enfants gâtés donc, selon les médias. Les syndicalistes n'auraient dès lors le droit que de s'exprimer calmement lors de manifestations prévues et autorisées. Ou durant des «*concertations sociales*», terme donnant l'illusion d'une équité des protagonistes devenus «*partenaires*», mirage d'une égalité inexistante qui élude toute la puissance symbolique et matérielle du capitalisme (et donc aussi la



2



2



2

position que les médias occupent dans cette structure). Si les contestataires vont trop loin, ils feraient le jeu de ceux à qui ils s'opposent, le journaliste ne percevant jamais que c'est lui qui fixe arbitrairement les limites à ne pas dépasser. Et ce jeu, dont il fait les règles, semble, au fond, bien l'arranger.

Cela nous rappelle l'interview de Xavier Mathieu, délégué syndical CGT-Continental, par David Pujadas au journal télévisé de France 2. Le journaliste, après que les salariés eurent manifesté leur colère devant la décision du tribunal de rejeter leur demande d'annulation de la fermeture de leur entreprise, le questionne :

(9) Sur cette question de l'objectivité et de la vérité - termes que l'intelligentsia bien-pensante voudrait bannir du discours -, qui devenait très présente dans la pensée d'Orwell avant son oeuvre majeure 1984, il écrit : «*J'ai vu, en fait, l'histoire s'écrire non pas en fonction de ce qui s'était passé mais en fonction de ce qui aurait dû se passer selon les diverses « lignes de parti » (...) Ce genre de choses m'effraie, car cela me donne souvent le sentiment que la notion même de vérité objective est en train de disparaître de notre monde. Après tout, le risque est grand que ces mensonges, ou des mensonges semblables, finissent par tenir lieu de vérités historiques. Comment sera écrite l'histoire de la guerre d'Espagne ? (...) Si le chef dit de tel ou tel événement qu'il ne s'est jamais produit - eh bien, il ne s'est jamais produit. S'il dit que deux et deux font cinq - eh bien, deux et deux font cinq*». Bernard Crick, «*Orwell*», Editions Flammarion, 2008, p.514.

(10) François Ruffin, «*Les petits soldats du journalisme*», Éditions Les Arènes, p.146.

(11) Ibid., p.147.

(12) Ibid., p.149.

---

## SERIEZ-VOUS LIBRE CE SOIR ?

Ou comment les médias-industries détruisent la pensée

---

**David Pujadas :** « Bonsoir Xavier Mathieu, vous êtes le délégué CGT de Continental à Clairoix. On comprend bien sûr votre désarroi, mais est-ce que ça ne va pas trop loin ? Est-ce que vous regrettez ces violences ? »

**Xavier Mathieu :** « Vous plaisantez j'espère ? On regrette rien... »

**David Pujadas :** « Je vous pose la question. »

**Xavier Mathieu :** « ... Non, non, attendez. Qu'est-ce que vous voulez qu'on regrette ? Quoi ? Quelques carreaux cassés, quelques ordinateurs à côté des milliers de vies brisées ? Ça représente quoi ? Il faut arrêter là, il faut arrêter. »

**David Pujadas :** « Pour vous la fin justifie les moyens. »

**Xavier Mathieu :** « Attendez, "la fin"... On est à 28 jours de la fin, Monsieur. On est en train de nous expliquer que dans 28 jours [images de saccage reprises en parallèle] le plan social sera bouclé et on va aller à la rue. Oui, oui, je ne regrette rien. Personne ne regrette rien ici parce que vous avez vu, vous n'avez pas vu des casseurs, vous avez vu des gens en colère, des gens déterminés, des gens qui veulent pas aller se faire démonter, crever. On ne veut pas crever. On ira jusqu'au bout de notre bagarre. On a tenu cinq semaines. Pendant cinq semaines j'ai réussi, on a retenu, on a réussi à retenir les gens. C'est fini, les gens n'en veulent plus. Le gouvernement nous a fait des promesses. Il s'est engagé à réunir une tripartite depuis le début, dans les trois jours. Ça fait une semaine que ça dure. Depuis on se rend compte... »

**David Pujadas :** « Xavier Mathieu, on entend votre colère, mais est-ce que vous lancez un appel au calme ce soir ? »

**Xavier Mathieu :** « Je lance rien du tout. J'ai pas d'appel au calme à lancer. Les gens sont en colère et la colère il faut qu'elle s'exprime. Il y a un proverbe des dernières manifestations qui dit "qui sème la misère récolte la colère". C'est ce qu'ils ont aujourd'hui. Il y a plus de 1000 familles qui vont être à la rue qui vont crever dans 23 mois avec plus rien, qui vont être obligées de vendre leur baraque. Il faut que tous vous compreniez ça. On ne veut pas crever... »<sup>13</sup>.

Même si cette défense inconditionnelle de l'emploi, leitmotiv qui traverse l'ensemble du spectre politique, est tout à fait contradictoire avec un projet de changement global de société qui inclurait les dimensions sociale et écologique, il faut dénoncer la violence politico-médiatique et montrer qui elle sert. Et c'est lors d'émeutes et de colères inhabituelles de la masse que le mépris de classe des journalistes se manifeste d'autant plus violemment, pressentant sans doute qu'ils ont comme l'assentiment d'une partie de la population que toute l'année ils montent contre l'autre. Ce réflexe de classe, les journalistes l'ont d'autant plus facilement qu'ils sont issus, dans leur grande majorité, des classes moyennes, tiraillées entre les classes supérieures et les classes populaires, toujours dans une ambivalence, un entre-deux, « en ce sens que les classes supérieures comme les classes populaires sont l'objet à la fois et contradictoirement d'une forme de fascination et d'une forme de répulsion »<sup>14</sup>. Pris dans cette entre-deux, il est alors fréquent qu'ils stigmatisent les mouvements sociaux et relaient les appels au calme des instances patronales.

### PROLOS, VOS GUEULES ! REGARDEZ THE VOICE ET ÉTEIGNEZ VOS VOIX !

Tout naturellement alors, « si on doit parler aux barakis, on parlera aux barakis », puisqu'il est nettement préférable pour les publicitaires et leurs clients que les barakis conservent leur position socio-économique (afin que les publicitaires et leurs clients conservent aussi la leur...), ou autrement dit que l'ignorance et la pauvreté demeurent : cela fait de meilleurs acheteurs ! Ces propos du chef de l'info de la RTBF, Jean-Pierre Jacqmin, en disent long sur le rôle premier qu'il confère aux médias

publiques. Certains journalistes l'ont bien compris : « On nous demande en clair d'abaisser le niveau pour des questions d'audience »<sup>15</sup>. En effet, « les annonceurs seront plus généralement portés à éviter les programmes trop compliqués ou touchant à des controverses dérangeantes, susceptibles de réduire "le temps de cerveau disponible" du public »<sup>16</sup>. Ils cherchent des divertissements légers, qui correspondent à la fonction première des programmes : celle de diffuser le message des vendeurs<sup>17</sup>. A quand la prochaine saison de *Plus belle la vie* ? Assez vite, histoire qu'il ne vienne pas à l'idée des barakis de se la rendre réellement plus belle, la vie...

Entre-temps, Béatrice a aiguisé sa plume et appris à faire accepter la fatalité (grèves de décembre 2011 : « Les grèves, compréhensibles, ne changeront rien à la réalité et à la cruauté de cette crise »), monter les uns contre les autres pour le plus grand intérêt du patronat (« Le pays à l'arrêt jusqu'à Noël » ; « L'enfer des voyageurs a commencé »), créant le spectaculaire qui divise (« La grève provoque la deuxième heure de pointe la plus embouteillée de 2015 », Le Soir, 20/10/2015, 1er article sur la page du site l'après-midi tout comme sur le site de La Libre le même jour : « Grève du rail: la 2e heure de pointe la plus embouteillée de 2015 »), et insistant sur ce qui peut diviser plutôt que sur ce qui devrait fédérer la lutte : « ce lundi matin, cette énième perturbation dans la circulation des trains avait ainsi de quoi irriter des navetteurs dont le parcours ferroviaire ressemble souvent à un parcours du combattant. Si vous y ajoutez des grèves tournantes – qui font que vous n'en prenez pas pour un mais pour plusieurs jours vu l'exiguïté et l'interconnexion du territoire belge –, il y a de quoi mécontenter les plus empathiques » (Le Soir, éditorial du 20/10/2015).

Pendant ce temps, il faut continuer à faire croire – aidé par une agence de com' – qu'on est un « média libre » détaché de tout intérêt mercantile<sup>18</sup> et qu'à sa lecture « j'y vois clair » (Formidable oxymoron ! Clair le Soir...). Mais quand on fait ce qu'on ne dit pas – défendre l'intérêt des plus nantis –, il faut feindre qu'on réalise ce qu'on ne fait pas – offrir au lecteur une information objective –, et vendre l'illusion sous la forme dont on a le plus l'habitude : le slogan publicitaire. Ainsi, le Soir, via l'agence de pub Air, fait sa « campagne » : « Le Soir, je lis donc j'agis ! ». Didier Hamann, directeur de la rédaction du Soir, explique : « Nous voulons que Le Soir évolue vers un positionnement plus citoyen. On ne veut pas juste (Sic) informer. On veut aussi donner aux gens les clés nécessaires pour pouvoir agir. (...) Nous avons la conviction que nos lecteurs ne veulent plus être passifs et nous espérons qu'en nous lisant, ils voudront agir. » On croirait presque le manifeste d'un nouveau parti révolutionnaire. Le directeur de la rédaction revient toutefois assez vite au basique : « Aujourd'hui, lorsqu'ils consomment, les gens sont à la recherche de marques qui affichent des valeurs fortes en adéquation avec ce qu'ils sont et ce en quoi ils croient ». Les valeurs, ok, mais si possible « lorsqu'on consomme » (...les produits dont Le Soir fait la pub de préférence). La messe est dite.

Feignant de promulguer des conseils stratégiques aux syndicalistes, ils leur signalent au fond qu'ils ne doivent pas dépasser les limites que les médias définissent, édictent, et respectent : « Que les travailleurs refusent des mesures qu'ils jugent inégales et donc inacceptables est compréhensible et légitime, mais les syndicats doivent se méfier de créer l'inverse de ce qu'ils cherchent » (...) « ce blocage de l'autoroute – non annoncé pour le coup –, n'est pas du genre à consolider la popularité du mouvement syndical » (Le Soir, 20/10/2015). Ce sont les syndicalistes qui seraient la propre cause de leur impopularité, jamais les médias... On peut donc agir, mais pas trop, les chiens de garde trouvant préférable que vous « affichiez vos valeurs fortes » à la caisse du supermarché, sans oublier toutefois de sortir la carte. Dans les rangs camarades ! « Tout citoyen a le droit de manifester sa désapprobation à l'égard des décisions politiques. Toutefois la manière dont les protestations ont été "organisées",

*lundi, est véritablement scandaleuse.* » (Edito de La Libre, 20/10/2015). Tous ne sont pas condamnés de la même façon, comme la Lotterie nationale, vendue sur tous les supports médiatiques, et qui nous invite à devenir « scandaleusement riche »...

Dans ce contexte, n'attendez pas des pages qui expliqueraient et légitimeraient la colère du peuple. Comme l'énonce Acrimed (observatoire critique des médias français), « cette prise de parti médiatique en faveur des classes possédantes et des institutions qu'elles dominent passe par l'occultation de ces luttes elles-mêmes, et par la stigmatisation explicite des classes populaires quand celles-ci ont le mauvais goût de se rebeller »<sup>19</sup>. Cette absence de perspectives nourrissant l'incompréhension et la haine de l'autre – qui à leur tour alimenteront les unes des médias !

---

(13) Propos retranscrits sur le site d'Acrimed, [www.acrimed.org](http://www.acrimed.org). Voir également le film de Pierre Carles, « Fin de concession ».

(14) Alain Accardo, « Journalistes précaires, journalistes au quotidien », *Ibid.*, p.66.

(15) [http://www.lavenir.net/cnt/dmf20150407\\_00629900](http://www.lavenir.net/cnt/dmf20150407_00629900).

(16) Patrice Le Lay, ancien directeur de TF1, s'est distingué pour certaines idées qu'il avait exprimées dans un livre, particulièrement démonstratives de la réalité de la fonction que les patrons de médias attribuent à la télévision : « Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective "business", soyons réalistes : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit. [...] Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible. [...] Rien n'est plus difficile que d'obtenir cette disponibilité. C'est là que se trouve le changement permanent. Il faut chercher en permanence les programmes qui marchent, suivre les modes, surfer sur les tendances, dans un contexte où l'information s'accélère, se multiplie et se banalise ... ». Voir Wikipedia, [https://fr.wikipedia.org/wiki/Patrice\\_Le\\_Lay](https://fr.wikipedia.org/wiki/Patrice_Le_Lay)

(17) Erik Barnouw, *The Sponsor*, Oxford UP, 1978, p.158, cité dans « La Fabrication du consentement », Chomsky Noam & Edward Herman, Editions Agone, *Ibid.*, 2008, p.53.

(18) Certaines contingences, comme les attentats contre Charlie Hebdo, sont toutefois une réelle opportunité pour cela. Voir « Nous ne sommes pas tous Charlie », Kairos février/mars 2015, et sur le site [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be)

(19) <http://www.acrimed.org/Medias-et-classes-populaires-quand-le-peuple-a-mauvaise-presse>

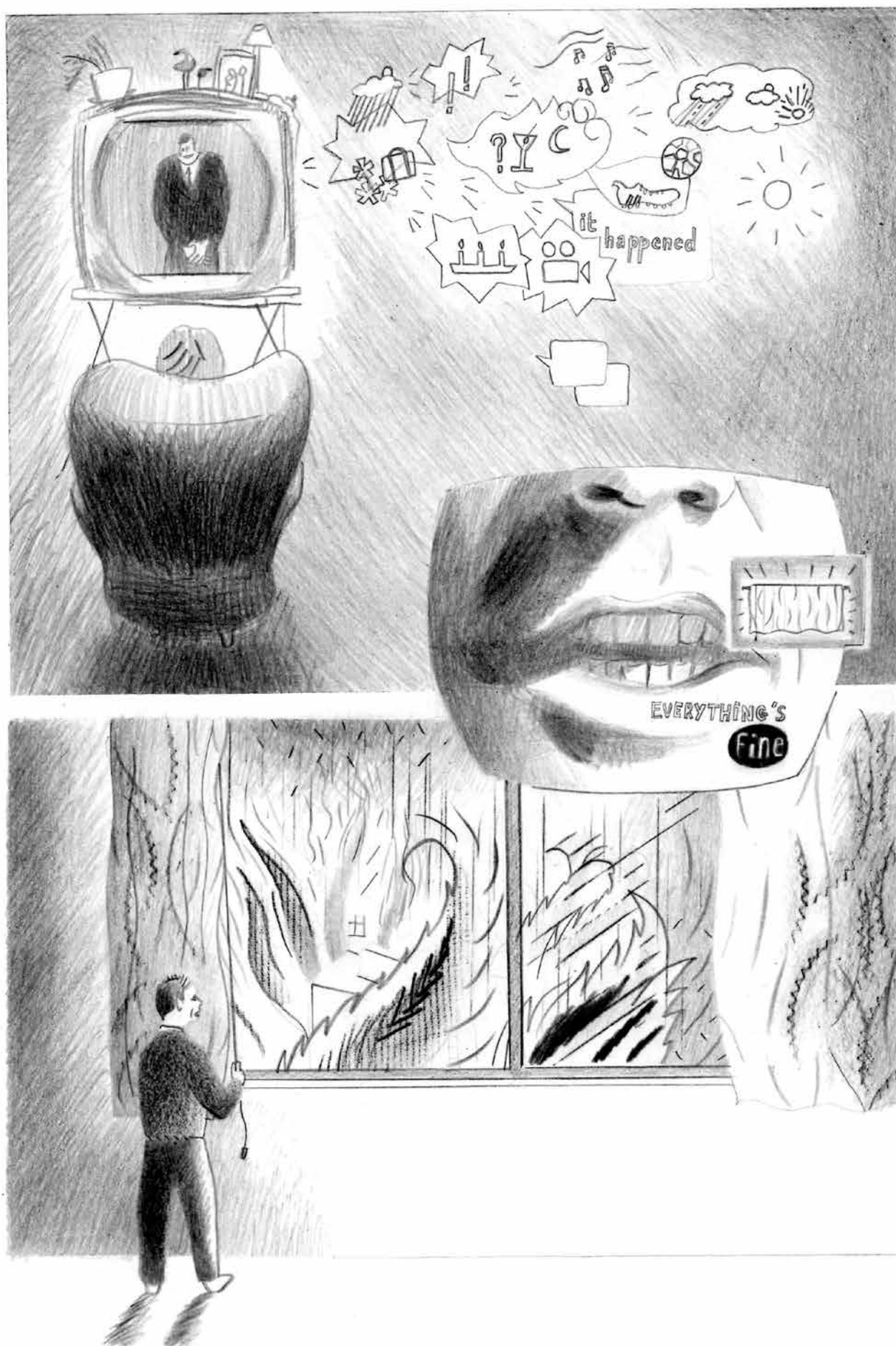


Illustration: Alexandra Dieu

# 3 LA PUBLICITÉ ET SA NÉCESSITÉ

Tant que Bernard Marchant et les autres auront « conscience de l'importance du rôle de la publicité dans notre société et en particulier pour nos métiers respectifs », le lecteur sera considéré comme un produit que le journal met en contact avec l'annonceur qui est son client, l'information et le souci de sa qualité ayant dès lors peu d'importance au regard de cet objectif principal<sup>20</sup>.

C'est là un principe de marketing, que la régie média belge qui « commercialise les espaces sur la RTBF 1 et 2 (notamment) » connaît bien, appliquant

avec zèle les méthodes du neuromarketing : « Visez le petit. Préparez votre cible. Marquez-la au front le plus tôt possible. Seul l'enfant apprend bien (...) Les cigarettiers et les limonadiers savent que plus tôt l'enfant goûtera plus il sera accro. Les neurosciences ont appris aux entreprises les âges idéaux auxquels un apprentissage donné se fait le plus facilement ».<sup>21</sup>

On pourrait attendre du Conseil Supérieur de l'Audiotvisuel (CSA), censé réguler les médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qu'il veuille à lutter contre tout cela. Issus de partis politiques ou

même du monde de la publicité, la composition de ses membres instille un certain doute quant à une possible impartialité. Sandrine Sepul par exemple, membre du collège d'autorisation et de contrôle du CSA, n'est autre que la directrice du Conseil de la Publicité, « composé et financé par les associations professionnelles des trois partenaires de la communication publicitaire que sont les annonceurs, les agences de communication et les divers médias publicitaires »<sup>22</sup>. Hum! conflit d'intérêt? Mais non... seriez-vous complotistes à penser de la sorte ?

(20) Pour le dire autrement, le publicitaire paie le propriétaire du journal pour que ses lecteurs soient mis en contact avec les publicités présentées dans ses pages – et de préférence passent à l'acte d'achat ultérieurement. Le propriétaire du journal doit ainsi faire au mieux pour satisfaire son client le publicitaire, mais aussi le lecteur qui doit continuer à croire que le traitement de l'information ne subit aucune influence. Pour la citation de Bernard Marchant, voir « Quand la presse dépendante parle d'indépendance », <http://www.espritcritique.be/?p=3202>.

(21) Georges P. et al., *Le neuromarketing en action. Parler et vendre au cerveau*, Eyrolles, 2010, p. 46 cité dans « TV lobotomie, la vérité scientifique sur les effets de la télévision », Michel Desmurget, Max Milo Editions, Paris, 2012, p.14.

(22) <http://www.conseildelapublicite.be/fr/>

## LE CAS PARTICULIER DE LA RTBF: JETÉE DANS L'ARÈNE DE LA CONCURRENCE

Quid de la RTBF alors, jusqu'ici – encore – chaîne publique<sup>23</sup> ? Prise dans un environnement compétitif, gérée par des managers, instrumentalisée par les partis politiques, soumise au diktat du chiffre et de l'audimat, colonisée par les idées publicitaires de la RMB (régie des médias belges), ne reste à la RTBF qu'à faire comme les autres.

Difficile donc de ne pas la rattacher à une même logique du chiffre, dès lors qu'elle formate ses programmes sur RTL-TVI – sans parler de la concurrence avec les chaînes françaises<sup>24</sup> – et a les yeux rivés sur les résultats d'audimat, véritable religion, de sa voisine privée. Et il faut dire qu'à ce niveau, notre gouvernement de la Communauté française de l'époque, a rendu un fameux service à RTL-TVI, et donc désavantagé sérieusement la chaîne publique qu'il est censé protéger. RTL Group, basé dans le paradis fiscal luxembourgeois, possède RTL-TVI, dont les locaux sont physiquement situés à Bruxelles. Première chaîne de la Fédération Wallonie-Bruxelles, mais Luxembourgeoise! grâce à un montage juridique accepté par la Ministre de la Culture de l'époque Fadila Laanan qui avait signé un protocole de coopération avec le Luxembourg. Qu'est-ce que cela change? Eh bien! c'est que le Luxembourg est, comment dire?... un peu à l'instar de sa politique fiscale, moins regardant en matière de publicité. La chaîne ne doit donc pas se soumettre aux règles belges en matière de publicité, malgré sa diffusion nationale<sup>25</sup>...

La RMB, régie publicitaire «pluri-médias», ne s'en plaint pas, elle qui commercialise les espaces publicitaires de la RTBF, mais fait de même pour NRJ, La Première, Pure, Be TV, AB3, les sites internet de My T11, de la DH, de la Libre... conformisme dans – l'illusion de – la pluralité. Et cette pluralité, le CSA, censé nous protéger en contrôlant la qualité des médias, en joue admirablement. Vaste groupuscule dont les membres sont issus des différentes instances décrites ci-dessus, les pages de leur site internet présentant les différents groupes médiatiques (IPM, Rossel, Corelio, etc.) ne sont-elles pas reprises dans la rubrique trompeuse «*L'offre de médias et le pluralisme en Communauté française*». Au vu de leur même appartenance à des organismes privés, nous ne voyons aucune pluralité, sauf s'ils définissent celle-ci comme une diversification des instances indépendamment de leurs propriétaires qui se mélangent et partagent le même intérêt et la même idéologie. Comme le dit Alain Accardo, «*L'existence d'un consensus de fond n'exclut pas, bien au contraire, un certain pluralisme d'opinion (que les revues de presse mettent en scène en lui conférant par là même plus de réalité qu'il n'en a (...)) cette diversité n'empêche pas que les bourgeois, petites et grandes, nouvelles et traditionnelles – au sein desquelles les journalistes occupent aujourd'hui collectivement, en tant que corps professionnel, une position de force – aient en commun une même volonté de préservation de l'ordre existant*».<sup>26</sup>

En attendant, pour satisfaire à ses obligations de chaîne publique, on s'arrangera comme on peut, par exemple en créant la RTBF3, support permettant notamment d'assurer sa fonction d'éducation permanente, mais objet d'un profond désintérêt de la part des «managers» de la chaîne publique.

(23) Pour creuser la question de la chaîne publique, voir les dossiers de Kairos dans les numéros de avril/mai et juin/juillet 2012.

(24) Voir «La RTBF est surtout "la leur"», Kairos avril/mai 2012.

(25) «jeune» (Pure FM): «Dans cette variété d'offres, l'atout de la radio est de toucher au moment adéquat des groupes-cibles identifiés, dont les motivations d'écoute sont claires (sic)». L'offre TV est également «repositionnée» pour «améliorer la spécificité et la cohérence des chaînes»: «La Une et La Deux adoptent désormais une programmation plus complémentaire», entendez «plus adaptée aux intérêts des annonceurs qui visent des secteurs auxquels s'adresser de manière spécifique». Voir «La RTBF est surtout "la leur"», Kairos avril/mai 2012.

# 4 QUI SONT LES VRAIS PATRONS DES JOURNALISTES ?

Les groupes médiatiques que nous avons décrits plus haut sont la propriété de familles parmi les plus fortunées. Un petit classement<sup>27</sup> ?

- La **famille de Nolf** et la **Famille Claeys** (Roularta): € 134 913 000 et € 58 960 000 (116ème et 240ème fortunes belges)

- **Famille Van Thillo** (De Persgroep): € 1 066 410 000 (18)

- **Famille Hurbain** (Rossel): € 155 707 000 (100)

- **Famille Thomas Leysen** (Corelio): € 45 564 000 (308)

- **Famille Baert** (Concentra): € 45 800 000 (305)

- **Elizabeth Mohn** (vice-présidente du groupe Bertelsmann qui possède RTL-group): 3,5 milliards de dollars<sup>28</sup>

Concernant IPM détenu par la famille Le Hodey, nous n'avons pas trouvé d'informations sur le niveau de fortune des propriétaires. Nous savons toutefois qu'Axel Miller, président du CA du groupe Maja (propriétaire d'IPM), gagnait à l'époque chez Dexia environ 170 000 euros par mois<sup>29</sup>.

## "Un pays a besoin de riches"

Edito de la Libre, 6 janvier 2014

Dès lors, vous étonnerez-vous encore de certains éditos, comme celui de La Libre du 06 janvier 2014, faisant suite à une visite organisée par les syndicats à Bruxelles pour montrer les lieux où vivent les grosses fortunes fiscalement protégées, édito dans lequel le journaliste écrivait: «A la veille du week-end, les responsables syndicaux ont réalisé un "safari" dans Bruxelles, un mini-trip destiné à pointer du doigt les "espèces fiscales protégées" de Bruxelles. Amusant ? Plutôt navrant... (...) la stigmatisation systématique des "riches", telle que la pratiquent les syndicats, est déplorable. Alors quoi, il suffit d'être pauvre pour être honnête... ? Un pays a besoin de riches. Pour investir, pour prendre des risques. Le système devrait d'ailleurs faire en sorte que les grosses fortunes, et les autres, trouvent un intérêt à placer leur argent dans l'économie réelle du pays plutôt qu'à chercher des rendements élevés ailleurs. Ce ne sont pas les riches qui sont responsables de la crise, mais bien ces apprentis sorciers qui ont profité des failles d'un système pour le faire déraiser». [...]

Certes! on ne va pas mordre la main qui nous nourrit bien que, de toutes façons, les analyses sociologiques du champ journalistique et une relative connaissance des mécanismes de défense psychologique, permettent de comprendre que dans la plupart des cas, ils n'y penseraient même pas.

Et tout est à l'avenant. Béatrice Delvaux, éditorialiste en chef du Soir, ancienne stagiaire au Fonds Monétaire International (FMI), qui a postfacé le livre sur Albert Frère (première fortune belge et parmi les plus grosses fortunes mondiales) «*Albert Frère. Le fils du marchand de clous*» (Bruxelles, Le-francq, 1998), notait dans l'ouvrage, il faut favoriser la «*construction d'un capitalisme fort et conquérant (sic), permettant d'assurer la pérennité d'entreprises qui conservent leur centre de décision au pays*». Amen!

Cette propagande rabâchée quotidiennement est plus efficace que la contrainte. Feignant parfois de déranger avec quelques reportages et émissions soi-disant subversifs qui ne sont là que pour créer du consensus: plus de riches, plus de pauvres, plus de classes! Juste des individus mus par des intérêts et traversés d'opinions diverses. Jamais ils ne questionnent radicalement le problème, n'offrent les explications qui permettraient de comprendre l'état du monde; jamais ils n'expliquent ce qui motive la colère du peuple. Déjà, lors des émeutes de Seattle, Béatrice Delvaux, actuelle éditorialiste en chef du Soir, nous apprenait à penser comme il faut: «*le "non" radical à la mondialisation est intenable dans un monde où le consommateur pose tous les jours des gestes qui font sortir les entreprises des frontières*». Et si vous n'aviez pas compris: «*le marché reste le mode d'organisation le plus efficace de la vie économique - notamment parce que tous les autres ont montré leurs limites*». C'était le 2 décembre 1999<sup>30</sup>.

(26) Alain Accardo, «Journalistes précaires, journalistes au quotidien», *Ibid.*, p.49. Cette diversification censée refléter un pluralisme est d'ailleurs clairement battu en brèche par ceux-là mêmes qui invoquent l'argument de la diversité: Ainsi en témoigne la réforme des radios de la RTBF qui voit Bruxelles Capitale et Fréquence Wallonie fusionner pour donner naissance à VivaCité. Radio 21 se scinder en une chaîne classic rock (Classic 21) et une chaîne musicale «jeune» (Pure FM); «Dans cette variété d'offres, l'atout de la radio est de toucher au moment adéquat des groupes-cibles identifiés, dont les motivations d'écoute sont claires (sic)». L'offre TV est également «repositionnée» pour «améliorer la spécificité et la cohérence des chaînes»: «La Une et La Deux adoptent désormais une programmation plus complémentaire», entendez «plus adaptée aux intérêts des annonceurs qui visent des secteurs auxquels s'adresser de manière spécifique». Voir «La RTBF est surtout "la leur"», Kairos avril/mai 2012.

(27) Voir sur le site <http://derijkstebelgen.be>

(28) Nous n'avons pas trouvé d'estimation de la fortune de la famille Le Hodey mais nous supposons qu'ils sont bien placés, n'ont certainement pas besoin de faire grève et ne risquent pas de contrôle de l'Onem...

29. D'après le calcul du parachute doré de 3,9 millions d'euros qu'il aurait dû recevoir [http://portfolio.lesoir.be/v/economie/parachutes\\_dores/Axel+Miller.jpg.html](http://portfolio.lesoir.be/v/economie/parachutes_dores/Axel+Miller.jpg.html)

30. [http://archives.lesoir.be/les-bons-et-les-marchands-\\_t-19991202-Z0HKJY.html](http://archives.lesoir.be/les-bons-et-les-marchands-_t-19991202-Z0HKJY.html)

# POUR CONCLURE, ET ÉBAUCHER LA DÉFINITION DE CE QU'EST UN VRAI MÉDIA<sup>31</sup>

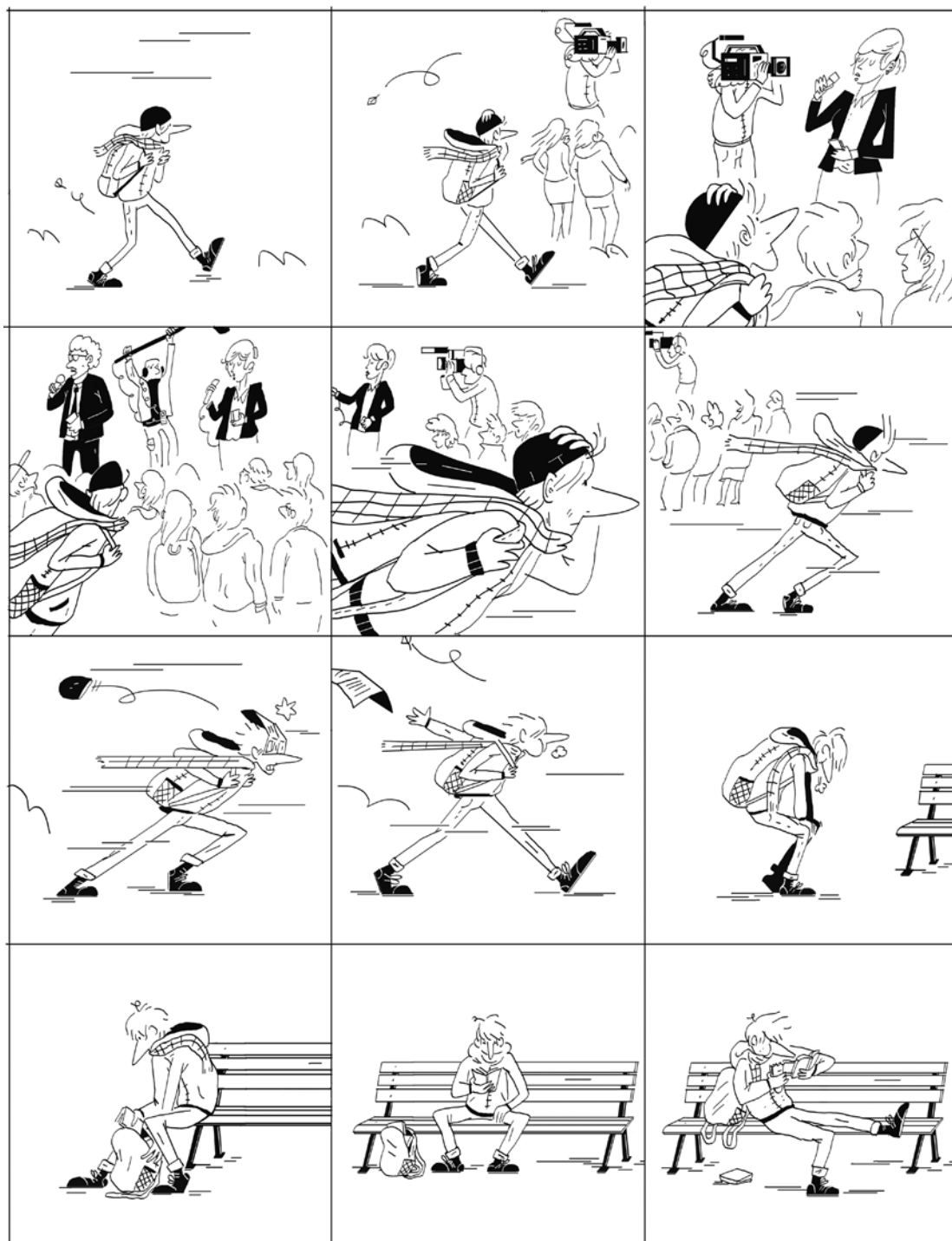


Illustration: Mr. Iou

Que peut-on conclure de tout cela? Ceux qui possèdent les médias, censés nous rendre plus clair le monde, rapprocher ce qui est lointain, nous aider à comprendre, nous faire vivre ce qui n'est pas directement accessible par nos sens, sont en fait des laquais du pouvoir, des administrateurs de banques et de grandes marques automobiles; membres de Think Tanks ultra-libéraux et puissants, de fédérations patronales, issus de grandes familles, la possession des principaux médias leur assure un contrôle de la pensée sous le faux-semblant d'une pluralité de surface.

La réalité que nous présentent les médias est donc une pure fabrication censée les protéger au mieux. «On peut dire que la représentation médiatique du monde, telle qu'elle est fabriquée quotidiennement par les journalistes, ne montre pas ce qu'est effectivement la réalité mais ce que les classes dirigeantes et possédantes croient qu'elle est, souhaitent qu'elle soit ou redoutent qu'elle devienne. Autrement dit, les médias et leurs personnels ne sont plus que les instruments, plus ou moins consentants et zélés, dont la classe dominante a besoin pour assurer son hégémonie. Comme tels, ces

*instruments doivent être démontés et combattus avec vigueur et sans relâche – ce que ne font malheureusement pas les organisations de la gauche institutionnelle, qui ont renoncé à la critique de classe et sont toujours prêtes à pactiser avec l'ennemi au nom de la bienséance républicaine, du réalisme politique et de la nécessité d'exister médiatiquement*»<sup>32</sup>.

J'ajouterais que même parmi ceux qui ne pactisent pas avec l'ennemi, il y a, dans un monde où l'image a pris tant d'importance, une quête continue du «moment médiatique». Ceux qui aspirent à une autre société ne voient parfois très paradoxalement leur salut qu'en terme de visibilité dans les médias de masse. Pourtant, ces derniers sont en parfaite opposition avec les aspirations de ceux à la recherche d'une société décente. Pensant avoir gagné une minute à la «une», ils demeurent en fait les grands perdants<sup>33</sup>.

Il faut démonter et combattre donc sans relâche ces organes pérennes et délétères anti-démocratiques, tout en créant d'autres médias qui, eux, serviront de support à la défense de la vérité et à la voix du peuple. Sans cela, il faut croire que les luttes ne

mèneront à rien de consistant... «un mouvement de masse dépourvu de tout soutien médiatique et devant lutter contre une presse résolument hostile est pour le moins handicapé...»<sup>34</sup>.

Rechercher à ce qu'ils nous représentent constitue une perte de temps immense. Dotés de telles structures, les médias de masse ne peuvent élucider les mécanismes d'exclusion et amener par la pensée critique à un véritable changement. Nous voyons donc que ces médias qui cherchent à se faire passer pour de simples témoins décrivant une réalité, la créent de toute pièce: en choisissant d'omettre une information, de focaliser son attention sur un fait, ils élaborent une représentation médiatique du monde qui n'est que son apparence. Pensant le monde de manière faussée, nous ne pouvons donc pas agir, contrairement à ce que disent leurs slogans.

Nous pouvons attendre qu'ils changent. Ou faire vivre notre propre média. A nous de choisir.

## UN VRAI MÉDIA D'INFORMATION DOIT SELON NOUS SE DISTINGUER PAR DIFFÉRENTS CRITÈRES:

- ne pas être financé par de la publicité, même par des organismes non commerciaux comme des ONG;
- ne pas cohabiter pacifiquement à côté de la presse dominante, mais s'attacher à en faire une critique radicale et à mettre au jour ses fonctionnements;
- être radical dans son approche des faits, c'est-à-dire prendre les problèmes à leur racine;
- faire un travail de recherche de la vérité, s'approcher le plus possible du traitement objectif de l'information, sans se priver de certains sujets sous le faux prétexte d'anticiper la réaction des lecteurs (argument spécieux qui occulte le fait que c'est plutôt la réaction des actionnaires et des publicitaires que les patrons de rédaction anticipent).

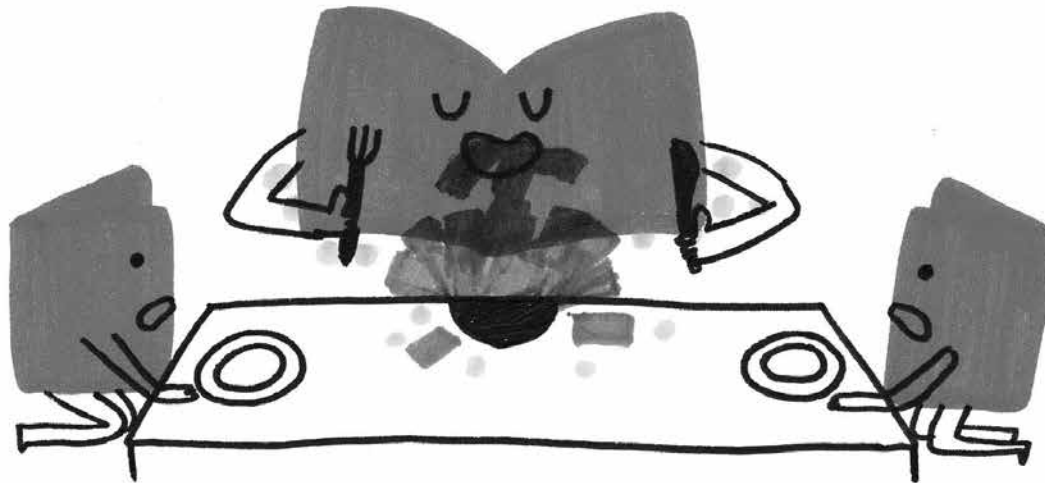
Alexandre Penasse

(31) Appelez-le alternatif, engagé, etc. Nous pensons pour notre part de plus en plus que le terme «journal» devrait suffire.

(32) Alain Accardo, «Journalistes précaires, journalistes au quotidien», *Ibid.*, p.13-14

(33) Il en est tout autrement pour les médias publics pour lesquels nous considérons que nous devons encore nous battre afin de les extirper de la sphère marchande (si c'est possible).

(34) Chomsky Noam & Edward Herman, «La fabrication du consentement», *Ibid.* p.49.



cernement. Autant l'auteur, l'artiste, dans son processus créatif, a légitimement besoin de s'inscrire dans une démarche demandant du temps et nécessitant une suspension économique, autant l'éditeur a pour fonction essentielle d'amener l'œuvre dans un tissu commercial. En le finançant entièrement et structurellement, on lui retire si pas sa raison d'être, du moins l'une de ces plus-values fondatrices. A tout le moins – et les remarques précédentes démontrent son insuffisance – tout éditeur financé à ce point par de l'argent public devrait faire l'objet d'un contrôle efficace. Est-il normal également que des financements publics aussi importants – toute proportion gardée – puissent ainsi être dévolus de manière structurelle (depuis très longtemps pour certaines maisons) à des sprl, dont l'objectif, comme leur raison sociale l'indique, est bien de réaliser du bénéfice<sup>9</sup>...

5. Il n'est un secret pour personne qu'imprimer en Belgique coûte plus cher que dans d'autres pays. Ce dont la majorité des éditeurs belges subventionnés ont pris bonne note en délocalisant massivement les travaux d'impression. Alors que des obligations relatives aux dépenses sont imposées dans d'autres secteurs en FWB, rien de tel n'est mis en place dans le secteur éditorial. Sans qu'on doive y voir une volonté de protectionnisme, pourquoi ne pourrait-on pas exiger qu'une partie des aides publiques puisse retourner à ce public ? Et que l'on favorise ainsi l'impression en Belgique d'un livre aidé en Belgique. D'autant que les raisons présidant à ces choix ne sont très majoritairement – sous couvert parfois d'excuses faciles – que de l'ordre du coût. Coût dont on sait qu'il n'est que la traduction économique d'un dumping social. Sans ce type de mesure qui plus est, l'attribution aveugle d'un subside public à un secteur en vient à en fragiliser un autre tout aussi précarisé.

6. Toutes les conventions consultables sont basées sur des objectifs quantitatifs [9]. En clair, un éditeur bénéficiant d'aides de la Fédération Wallonie-Bruxelles s'engage à éditer un certain nombre de titres par année. Nonobstant certains aménagements à la marge sur l'objectif (tirage, obligation parfois de promouvoir des auteurs de la région, etc...), cette mesure, récurrente, érigée en principe, est l'aberration même. Comment concevoir qu'un service culturel puisse reposer sur de simples objectifs de quantité ? Comment dire promouvoir la culture en contraignant ses opérateurs à «faire du chiffre» ? Alors que les libraires sont assaillis chaque année d'un nombre toujours plus considérable de titres toujours plus dispensables, cette vision aberrante de la culture aboutit à ajouter à l'inutile. La culture n'a que faire de la quantité. Elle est affaire de qualité ! Aucune aide structurelle ne devrait être allouée à un éditeur. Seuls des projets devraient se voir doter de subventions. Et cela sur base d'avis clairs, détaillés et argumentés rendus par des commissions d'experts – et cela nous renvoie au point 1 – réellement

indépendants. Seule possibilité (garantie, il n'y aura jamais) de voir émerger au mieux une culture exigeante et novatrice.

Conflits d'intérêts, absence de contrôle sérieux de ce qui est fait de subsides octroyés, critères abscons, mode de fonctionnement général erratique, le constat est préoccupant. Simple transcription non exhaustive d'éléments qui émergent de notre seule recherche de renseignements, ces exemples édifiants ne sont qui plus est nullement le fruit d'une longue et difficile enquête. Ce qui rend le constat encore plus préoccupant.

Certes l'organisation de l'aide publique culturelle n'est pas chose aisée. Censée garantir à la culture les moyens de faire émerger de nouvelles formes, la logique de ces aides publiques repose précisément sur la faiblesse du système qui l'institue. C'est en effet précisément parce que la majorité n'achète pas les œuvres de création que cette majorité se doit d'imaginer un système permettant à celles-ci d'exister. Emanation du majoritaire, l'organisation de l'aide publique est ainsi en même temps ce qui en révèle les failles et se donne pour mission de les combler. Et non content d'acter en quelque sorte une défiance envers la majorité dont elle est issue, l'institution de l'aide publique se doit aussi de garantir à cette même majorité l'objectivité de son soutien à des projets qui, s'ils sont véritablement novateurs – et donc méritent les subsides octroyés

– échappent par définition aux critères préexistants de cette majorité... L'aide culturelle publique est donc par essence le théâtre de tiraillements et de dichotomies qui en compliquent la mise en œuvre.

Mais il serait trop facile de se retrancher derrière les impondérables d'un système pour en excuser les dérives.

Le public mérite un investissement culturel conséquent et de qualité. Le secteur culturel, lui-même souvent donneur de leçon – et notre lettre ouverte en était peut-être un exemple supplémentaire – se doit de ne pas oublier à quoi, pour qui et grâce à qui il remplit ses missions.

Au risque sinon de se séparer toujours un peu plus des raisons qui le fondent.

Pour Vies Parallèles  
**Emmanuel Requette**

\*Cette lettre, ainsi que la réponse de la Ministre à celle-ci, et notre réponse à la réponse sont consultables sur le site [www.librairie-ptyx.be](http://www.librairie-ptyx.be). Pour les notes de bas de page, se référer au texte sur le site.



# DÉTRITUS DIVERS



Illustration: Charlotte Moias

On s'en souviendra de cette année. Elle laisse derrière elle un beau paquet de petits, moyens et gros désastres de toutes natures. Et les augures, pour ce qui est de celle qui commence, ne sont guère réjouissants. Et, tout bien considéré, il est absolument vain et ridicule de parler de passage de ceci à cela ou d'une année à l'autre, de quelques moments difficiles à passer à d'autres qui ne pourraient être qu'un peu moins pénibles. Bien sûr, toutes et tous, aux douze coups de minuit, nous avons eu à cœur de souhaiter à nos proches, à nos amis, une belle et formidable année, remplie de bonheur et de prospérité; cela fait partie de la tradition et il serait bien sot de la railler. Mais, pour pas mal d'entre nous, ces vœux étaient teintés d'un peu de tristesse mêlée de

## Encore et toujours le mépris des puissants pour la lie de la terre, pour les miséreux, pour les millions de chômeurs

crainctes diffuses. C'est que le passage à l'an neuf ne risque pas de changer grand-chose à la réalité ambiante et à la situation parfois catastrophique dans laquelle se trouvent de plus en plus de gens autour de nous. Quant au reste et plus généralement, on ne pourra manquer d'observer à quel point les événements, tout au long de l'année dernière et un peu partout dans le monde, ont frappé les esprits et les consciences.

Que ce soit la guerre menée contre les fous furieux qui, au Proche et Moyen-Orient, égorgent, mutilent, violent et dont il est bien évident qu'on ne viendra jamais à bout par les moyens actuellement mis en œuvre; le massacre imbécile des dessinateurs et journalistes de Charlie-Hebdo et les attentats meurtriers de novembre dernier à Paris, tout cela et bien d'autres drames encore nous au-

ront marqués durablement. Car il y a eu, il y a et il y aura encore le douloureux problème de ces milliers de réfugiés ballottés d'un coin à l'autre du vieux continent, accueillis puis rejetés et abandonnés de tous et de toute assistance. Il y a, enfin, encore et toujours le mépris des puissants pour la lie de la terre, pour les miséreux par millions au sein de la grande puissance américaine, pour les millions de chômeurs, ici, en France et partout en Europe. Et puis, encore, il y a le terrible et inquiétant virage à droite toute d'une partie de l'opinion déboussolée, manipulée par les discours nauséabonds de certains responsables politiques et par l'infecte propagande distillée insidieusement par des médias aux ordres de leurs actionnaires. On voit les conséquences de ce matraquage permanent dans les procès faits aux musulmans accueillis chez nous de longue date, que l'on somme de prendre position devant les crimes perpétrés par les tenants de la religion qui leur est commune, mais dévoyée et devenue arme de guerre à l'encontre des mécréants; on assiste aux manifestations de haine de foules fascistes en Allemagne et, en partie, chez nos voisins du Nord; des mosquées, en France, sont profanées et incendiées, d'innocents citoyens, sur leur mine ou l'appartenance supposée à telle ou telle confession, injuriés et agressés.

On a vu, chez nos voisins de France, après l'émotion provoquée par les derniers attentats de Paris, l'ensemble de la classe politique, à de rares exceptions près, applaudir à l'annonce par le président Hollande de l'instauration d'un état d'urgence qui a donné lieu à des centaines d'interventions policières dans tous les milieux vaguement suspectés de connivences avec celui du terrorisme. De braves agriculteurs bio, de paisibles citoyens, des gens d'associations et des groupes de toutes sortes arrêtés, mis en garde à vue ou assignés à résidence pour les plus absurdes raisons, qui n'avaient strictement rien à voir avec la lutte antiterroriste. Ici, sur le même motif et après de vagues alertes d'attentats imminents, le gouvernement fédéral a mis en place des dispositifs censés protéger une population dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'a, à aucun moment, donné l'impression de vivre sous un climat de terreur. On a eu beau fermer les écoles et des stations de métro, paralyser la capi-

tale pendant plusieurs jours, faire descendre l'armée dans les rues et multiplier les effets d'annonce, rien n'y a fait: les terroristes – terrorisés, peut-être, par tant de détermination – n'ont pas un seul instant semé la terreur, ni véritablement donné l'impression de le vouloir. A l'heure où ces lignes sont écrites, les braves ploucs, soutenus par des policiers armés des mêmes mitraillettes, sont toujours de faction un peu partout, les gens discutent le bout de gras avec eux, le calme règne. On s'en réjouira, bien évidemment; tout en se posant la question de savoir si réellement la menace valait que soient prises de telles dispositions et combien de temps encore elles seront d'application. Au reste et pour en remettre une petite couche, on aura aussi eu le loisir d'assister aux lamentables et cocasses hommages aux victimes des attentats de Paris, en ce compris celui qui a décimé les rangs des camarades de «Charlie», hommages au cours desquels se sont accumulés les cafoeuillages, discours compassés et larmes de crocodile versées par une élite en mal de reconnaissance. On n'oubliera pas l'image du Président, le Premier ministre et les membres de son gouvernement en rang d'oignons place de la République, désertée par le bon peuple qui avait, on peut le supposer, d'autres préoccupations. Qu'il partage avec d'autres, confrontés, eux aussi à des problèmes et à des défis de toutes natures dont ils n'ont pas la maîtrise.

Mais la liste est longue de ce gâchis, qui est universel; on n'en finirait pas de le détailler et ce serait en vain. Force est seulement de devoir constater et déplorer à quel point de délitement de tout nous en sommes arrivés par la faute de l'inconscience des élites ou prétendues telles et par celle de ceux-là – ces fameux 1% – qui, quoi que nous puissions leur opposer, continuent de rendre ce monde de plus en plus inhabitable et inhumain. Les événements des premières semaines de cette nouvelle année n'augurent pas que le monde soit prêt à changer de base et, comme on sait, les miracles n'existent pas.

Jean-Pierre L. Collignon

# NIVEAU 4, DEGRÉ ZÉRO DE L'INFO

Tout a commencé comme une mauvaise gueule de bois, un samedi matin, une semaine après les attentats de Paris, avec l'annonce d'une menace similaire «*sérieuse et imminente*»

(niveau 4) à Bruxelles. Un niveau d'alerte déterminé par l'opaque OCAM (Organe de coordination pour l'analyse de la menace) et suivi par des décisions politiques inédites. On n'avait jamais vu une ville belge en pareil état de siège à l'époque des Tueurs du Brabant ou des CCC, pas plus qu'à Paris ou dans des pays connaissant des vagues régulières d'attentats.

Pendant six jours, on a nagé en pleines injonctions paradoxales. «*La vie économique et sociale doit continuer*», disait le gouvernement tout en paralysant Bruxelles avec des mesures qui n'ont pas toujours eu le mérite de la cohérence : marchés ouverts samedi mais annulés dimanche et les jours suivants, métro fermé tandis que les trains circulaient tranquillement dans la ville, grands rassemblements interdits mais aussi une multitude de petits événements culturels ou sportifs, ouverture d'un Centre de Crise et de sa ligne d'appel d'urgence pourtant inaccessible dès la soirée, grandes surfaces ouvertes mais écoles fermées, puis réouvertes sans surveillance particulière malgré le maintien du niveau d'alerte (soudain, nos dirigeants étaient parfaitement renseignés sur les intentions des terroristes pour qui «*Les écoles et les métros seraient moins susceptibles d'être des cibles*»), ou encore octroi d'une prime aux chauffeurs de De Lijn acceptant de travailler malgré la menace...

Derrière l'objectif affiché d'écarter une menace (objectif dont même le Parquet n'a jamais confirmé qu'il a été atteint), cette cacophonie a plongé la population dans la confusion et la psychose, certains parents et navetteurs se demandant ainsi pourquoi on leur faisait courir de tels risques en période de «*danger maximal*».

## CROQUETTES DE LA LIBERTÉ, VOUS ÊTES BIEN MAL EMBOUCHÉES

Au bout d'une semaine de bouclage, il a fallu tout l'art du rétropédalage politique pour justifier l'évaporation de la menace, subitement redevenue «*possible et vraisemblable*» (niveau 3) quelques heures après que le Premier ministre a pourtant déclaré qu'elle «*est devant nous*», et alors que l'OCAM avait annoncé son maintien au niveau 4 pour plusieurs jours encore. La police avait-elle donc mis la main sur les terroristes «*lourdement armés*» dont la traque a justifié le bouclage de Bruxelles? Que nenni. D'abord, on ne sait toujours pas combien ils étaient, ces terroristes, leur nombre ayant oscillé de un à dix selon les déclarations. Leurs armes et leurs explosifs n'ont jamais été saisis. Et l'ennemi public n°1 est resté introuvable après avoir été vu tour à tour à Anderlecht et Molenbeek, dans un bar gay et au stade Roi Baudouin, mais aussi en direction de

la Syrie et en Allemagne. Il a même fait l'objet d'une tentative d'interpellation près de Liège... sauf que ce n'était pas lui, mais un jeune homme de bonne famille qui a bien failli se faire dézinguer par la po-

notre liberté de consommer, il fallait bien admettre qu'on venait de vivre un moment d'accélération, le déclencheur de quelque chose dont il était encore difficile de cerner les contours, et qu'il était grand temps de se préoccuper des libertés qu'on risquait de perdre dans cette histoire.

Pendant le niveau 4, il n'y a pas que les rues de Bruxelles qui étaient vides. Les médias, d'habitude si prompts à proposer de l'info en continu en ce genre d'occasion, ont observé un mutisme assourdissant. Ils ont ainsi accepté «*les consignes données*» : se taire pendant que la police travaille (et pendant que les utilisateurs de réseaux sociaux diffusent des images de chats – ils seront pour cela remerciés par l'envoi d'une image de croquettes dans une gamelle frappée du logo de la police fédérale), ne poser aucune question lorsque le Parquet daigne donner une conférence de presse d'à peine 10 minutes et en trois langues s'il vous plaît. Les médias belges ne se sont guère attardés par exemple sur ces armes chimiques qui se sont avérées être du lait battu, ni sur l'opération policière rue du Midi dont il fallut lire la presse étrangère pour apprendre qu'elle serait due à une «*fausse alerte*». Et lorsqu'ils ont annoncé qu'une «*vague d'attentats*» avait été déjouée, c'est surtout leur info qui était vague – elle sera d'ailleurs démentie par la suite. Cette analyse énoncée par une radio nationale, en plein bouclage de Bruxelles, résume bien l'état d'esprit médiatique du moment et l'absence de tout recul critique : «*La menace reste bien réelle et concrète. Pourquoi? Eh bien parce le niveau 4*

*de la menace est maintenu à Bruxelles et, rappelez-le, il correspond à une menace imminente*». Brillant.

Mais il n'y a pas que la presse qui s'est tue. Pendant quelques jours, les voix critiques étaient inaudibles, comme si elles avaient été anesthésiées par la seule évocation du terme «*terrorisme*». Il faudra trois jours pour qu'apparaissent timidement les premiers questionnements sur la nature de ce qui se déroulait : opération anti-terroriste, ou expérience de franchissement de nouvelles frontières dans l'état sécuritaire avec aux manettes un gouvernement dominé par la N-VA (laquelle dirige les départements de la Sécurité, de l'Intérieur et de la Défense)? Mais trois jours, c'est amplement suffisant pour installer un climat de peur et d'anxiété, pour faire accepter beaucoup de précédents, des mesures «*d'exception*» qui, insidieusement, risquent bien de devenir habituelles... Depuis novembre, l'armée est en rue. Des nouvelles lois liberticides ont été votées dans l'urgence. Et il est désormais question d'instaurer un niveau 5 de menace, à côté duquel le niveau 4 ne serait plus qu'une banalité.

De ce point de vue, la leçon la plus terrifiante de cet épisode est peut-être de constater à quelle allure le silence peut s'instaurer et les contre-pouvoirs se tarir.

Gwenaël Breës



Illustration: Bertrand Panier

lice pendant son sommeil. Quant aux 16 personnes arrêtées lors des premières perquisitions, 15 ont été relâchées le lendemain sans inculpation... Malgré cette absence de résultat, le gouvernement nous a expliqué que «*Le caractère urgent de la menace se réduit petit à petit*». Pas à coups d'assauts spectaculaires ou de démantèlement de réseaux, non, on n'est pas au cinéma. Mais en avançant «*petit à petit vers une normalisation de la situation*», doucement, silencieusement.

En réalité, la hausse et la baisse du niveau d'alerte semblent avoir été davantage utilisées à des fins politiques que policières. En une semaine de bouclage, l'économie bruxelloise a été touchée de plein fouet tandis qu'on assistait à une recrudescence des actes islamophobes. Pire : il était moins une avant que les Plaisirs d'Hiver soient annulés ! La Ville de Bruxelles, bien en peine de rassurer chalands et touristes pour les convaincre de revenir faire leur shopping dans le centre-ville (d'autant qu'un ministre fédéral venait de déclarer que les cibles privilégiées des terroristes seraient des «*pôles d'activité commerciale*»), sentait le sol se dérober sous ses pieds. Mais tout est bien qui finit bien : grâce à la baisse de l'alerte, elle a pu dès le lendemain inaugurer son marché de Noël avec ses guirlandes sponsorisées, son Gluh Wein industriel, ses fouilles et ses patrouilles de police épaulées par des agents de sécurité. Une belle fin d'année en perspective. Sauf qu'à moins de se contenter d'avoir retrouvé

# LE PARTAGE D'OUTILS

## S'IL N'EST À PERSONNE C'EST QU'IL EST À TOUT LE MONDE (OU COMMENT SE RENCONTRER ET LUTTER CONTRE L'OBSOLESCENCE)

Bricoler et créer du tissu social à Bruxelles tout en apportant des réponses économiques et écologiques aux problèmes de l'obsolescence programmée<sup>1</sup>, c'est ce que se propose de faire Tournevie, un service de prêt d'outils sans but lucratif situé au MicroMarché<sup>2</sup>, en plein coeur de Bruxelles. Interview d'Olivier Beys, membre fondateur.

**Kairos: Pourriez-vous m'expliquer le concept de Tournevie? Comment cela fonctionne?**

**Olivier Beys:** C'est très simple, Tournevie est un service d'emprunt d'outils qui fonctionne comme une bibliothèque. Pour une cotisation de seulement 20 euros par an les membres peuvent emprunter n'importe quels outils pour une durée d'une semaine avec la possibilité de prolonger l'emprunt de une à deux semaines. Le but étant de donner l'accès au matériel sans passer par la possession, et ce pour des raisons écologiques, mais aussi économiques et sociales; sociales car *Tournevie* se veut d'être plus qu'un service en étant aussi un lieu de rencontres et d'échanges.

**D'où vous est venue cette idée?**

Aux États-Unis et au Canada, ce concept existe depuis quelques années déjà, avec une soixantaine de services de prêt d'outils répartis en Amérique du Nord. A un moment donné, j'avais un peu de temps devant moi, pas de job, et je cherchais un projet concret et local à mettre sur pieds, travaillant d'habitude plutôt dans l'abstrait. Je cherchais aussi à initier quelque chose de facile à mettre en place, bien que je ne m'y connaissais pas du tout en outils mais j'ai pu m'entourer des bonnes personnes disposant des connaissances requises. Thomas (NDLR l'expert en outils de l'équipe) pensait depuis déjà deux ans à monter un projet similaire, mais cela n'avait pas abouti faute de volontaires prêts à s'investir.

**J'ai entendu dire qu'il y avait une autre bibliothèque à outils à Courtrai. Avez-vous eu des contacts au préalable?**

Oui, je me suis rendu à Courtrai l'année passée pour m'inspirer de leur méthode de fonctionnement. Nous sommes toujours en contact depuis car nous avons pour projet de créer un logiciel open source pour faciliter ce genre d'initiatives. Il faudra évidemment l'adapter en fonction du contexte mais cela permettra d'avoir une base solide sur laquelle s'appuyer.

**Pour en revenir à Tournevie, pouvez-vous m'expliquer le fonctionnement de la plateforme internet<sup>3</sup>?**

Nous encourageons les utilisateurs à s'inscrire sur notre site de gestion des outils pour les réserver avant de venir les récupérer lors de nos permanences. N'étant actuellement ouverts que les lundis de 19 à 21h, cela nous évite d'être débordés avec l'encodage, car il nous faut également vérifier l'état de rentrée et de sortie des outils. C'est aussi le meilleur moyen de s'assurer qu'ils seront disponibles à la période souhaitée.

**Comment avez-vous financé tout ce matériel, avez-vous obtenu des partenariats? Et que couvrent exactement les cotisations des membres?**

Notre modèle mise sur les cotisations et quelques autres petits revenus supplémentaires doivent nous rendre autonomes par rapport au loyer, l'entretien et l'assurance des outils. Mais pour des nouveaux achats, nous comptons sur des fonds et diverses subventions, par exemple de la Région bruxelloise.

**Et il y a eu également un growfunding<sup>4</sup> qui a permis de rassembler un certain capital?**

Oui, en fait pour ce genre d'initiatives je pense que c'est capital. Car c'est non seulement un moyen de communication, une façon de dire aux gens «coucou on est là». On avait récolté 8 440 euros, ce qui nous a permis d'acheter une première partie du stock et d'être autonomes. Car le problème avec les fonds c'est qu'il y a des délais d'attente, des contraintes, comme pour le type d'utilisation qui peut être fait ou non avec l'aide. Par là même, on prouve grâce au growfunding qu'on a les moyens de rassembler l'argent nous-mêmes et que nous ne sommes pas dépendants d'eux. Dans l'avenir nous serons peut-être amenés à refaire une campagne de crowdfunding pour une raison très précise, par exemple l'acquisition d'outils particulièrement coûteux mais fort demandés par les membres.

On a l'impression que les fonds sont très faciles à obtenir actuellement, que les pouvoirs publics sont réceptifs à ce type d'initiative mais notre idée à la base n'était pas d'être dépendants de ce type d'aides. Nous avions juste peur de ne pas avoir assez d'argent pour monter un inventaire solide. J'avais donc postulé pour toute une série de fonds. Et tout d'un coup «claquement de doigts», on reçoit beaucoup d'argent, argent qui servira aussi à maintenir les frais d'adhésion à très bas prix: l'accès aux outils doit rester dérisoire, 20 euros d'adhésion ne représente pas un obstacle pour la plupart des gens, nous voulons que cela ne change pas.

**Il y a une volonté de lutter contre le gaspillage et l'obsolescence programmée en favorisant des outils de qualité entièrement réparables, est-ce que vous achetez des outils essentiellement neufs ou avez-vous des partenariats pour récupérer des outils qui ont déjà eu une vie antérieure?**

Je ne connais pas exactement les proportions, mais je pense que c'est moitié-moitié. On préfère acheter des outils de seconde main parce que Thomas peut les réparer et que cela fait partie de notre philosophie, mais parfois c'est impossible. D'un autre côté, on a ce que l'on pourrait qualifier de «partenariats» avec des fournisseurs de quelques marques qui nous font des réductions. Pour le moment, nous sommes trop modestes pour espérer pouvoir mettre la pression sur les fabricants et c'est une utopie de croire que nous y arriverons, mais nous espérons qu'avec la multiplication de ce genre d'initiatives et avec la vague de fond qui grandit chaque jour, les fabricants se rendront compte qu'il faut passer à des designs plus modulaires et à une standardisation des pièces.

**Combien de membres se sont inscrits depuis le lancement qui s'est déroulé en septembre?**

Débuté le 21 septembre, on est maintenant à 205 membres, ah non, 206 avec la dernière adhésion du jour. On a fait le calcul pour estimer la valeur totale du matériel prêté à ce jour, on arrive à 36 000 euros d'outils empruntés depuis le début. C'est plutôt encourageant, non?

**En quatre mois, oui, c'est vraiment impressionnant! On avait évoqué la volonté de Tournevie d'être plus qu'un service de prêts mais aussi un lieu de rencontres et d'échanges. Avez-vous déjà des idées concrètes, des workshops ou autres?**

Je vois en ce moment deux pistes. La première, et la plus simple, c'est d'organiser des ateliers pour les membres comme les non-membres pour y enseigner les rudiments de l'utilisation des outils les plus courants. C'est un des buts de *Tournevie*: l'émancipation des utilisateurs, nous voulons insuffler aux personnes cet esprit de faire les choses par elles-mêmes, avec ce sentiment d'accomplissement qui s'en dégage. On peut par exemple envisager d'apprendre les bases concernant l'électricité, les outils qu'on utilise et comment ils fonctionnent. Je m'inspire là d'un événement, «Brico Ladies», qui a eu lieu à Schaerbeek, à la maison de la femme. L'idée était d'enseigner à des femmes d'origine maghrébine, souvent peu initiées à ce genre d'exercices, les rudiments du bricolage afin de justement leur donner plus de confiance en elles et plus d'indépendance.

La seconde idée serait d'organiser des team-buildings pour des entreprises, plutôt que de faire des *accro-branches* ou autres activités un peu clichées. Thomas a par exemple un concept de créer un objet ensemble en une journée. Tout d'abord en apprenant le maniement des outils et ensuite en découvrant d'autres manières de travailler ensemble. De plus, pour de nombreuses personnes venant d'entreprises, le travail manuel n'est pas forcément un atout, c'est ainsi qu'on les sort aussi de leur zone de confort.

**Et par la même occasion rompre avec les structures hiérarchiques propres aux entreprises?**

C'est dans l'esprit, oui. C'est aussi valable pour des écoles, on a eu des retours de quelques professeurs intéressés par le concept, pour construire avec les enfants des maisons destinées aux oiseaux par exemple. On imaginerait demander une petite contrepartie financière, non pas dans une optique commerciale, mais pour assurer une certaine autonomie et permettre d'élargir notre fonctionnement sans dépendre de fonds extérieurs.

**L'idée semble prometteuse! Vous l'évoquiez tout à l'heure mais est-ce que vous imaginez d'autres secteurs propices à ce type de services?**



Illustration: Emmanuel Espinasse

Il existe déjà des bibliothèques de semences payannes. Cela peut également s'appliquer aux robots ménagers, gaufriers, mixeurs, ... En fait, cela peut être valable pour tout ce que l'on possède alors qu'on ne l'utilise que quelques fois l'an. Mais dans notre optique les outils resteront notre seul créneau.

**Je suppose qu'il y a une volonté de conserver une échelle humaine sans chercher à s'étendre à tous les domaines.**

C'est bien cela. Dans l'utopie que j'imagine pour Bruxelles, c'est qu'il y ait des lieux similaires dispersés partout dans la ville, car pour ceux qui habitent loin, je peux comprendre que se rendre dans le centre prend du temps. Je pense que s'il y a des liens avec des lieux d'économie circulaire et d'alimentation, il peut y avoir de bonnes synergies. Ce n'est pas par hasard que nous sommes ici à côté

du Micromarché, nous sentons que c'est un endroit ouvert et propice à ce genre d'initiatives, mais cela doit s'étendre partout dans la ville et pas seulement dans des quartiers dits branchés.

**Y a-t-il un message que vous désireriez faire passer aux lecteurs ?**

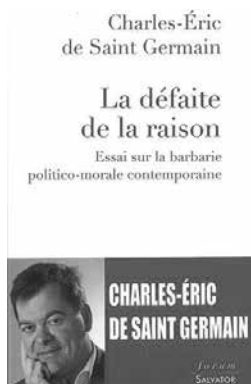
Oui, Tournevie est toujours en recherche de bénévoles pour porter le projet. Nous recherchons plusieurs profils. En premier, des volontaires pour nous aider à tenir nos permanences, actuellement tous les lundis (avec la volonté d'ouvrir bientôt également les vendredis). Les personnes désireuses de tenir des ateliers pour transmettre leur savoir sont également les bienvenues. Enfin, nous cherchons également – ce qui est un peu plus particulier et plus dur à trouver je pense – des gens prêts à s'investir un peu plus, sorte de « community manager », qui ferait des

liens entre notre projet et d'autres ; des personnes qui verraient des opportunités à saisir auprès d'AS-BL, d'entreprises, de la ville ou peu importe, pour créer des synergies.

**Propos recueillis par Texas Vandervliet**

- (1) L'obsolescence programmée désigne toute perte de qualité d'un objet, qu'elle soit symbolique (comme avec la nécessité créée du renouvellement induit par la mode), programmée lors de la fabrication de l'objet (comme ces puces qui, après un certain nombre d'utilisations de l'appareil le rendent inutilisable), ou encore par l'utilisation et la complexification qui rendent la réparation artisanale impossible (vis qui ne correspondent à aucun outil commercialisé, système informatisé codé, etc.).
- (2) Plateforme créative pour des projets socio-économiques, culturels et artistiques.
- (3) <https://tournevie-bxl.myturn.com/library/inventory/browse?lang=fr>
- (4) <https://www.growfunding.be/> Site de financement participatif pour des initiatives bruxelloises.

# VU, LU, ENTENDU

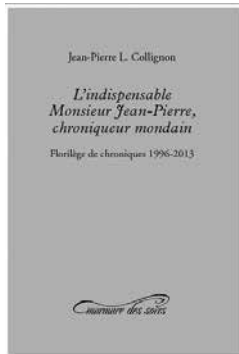


## LA DÉFAITE DE LA RAISON

Comme Bertrand Vergely et Jean-Claude Guillebaud, **Charles-Eric de Saint Germain** fait partie du cercle assez restreint des philosophes chrétiens (protestant, dans son cas). Dans **La défaite de la raison. Essai sur la barbarie politico-morale contemporaine** (éd. Salvator, 2015, 349 pages), il se penche

avec érudition sur quelques grands problèmes de philosophie morale et politique de notre temps. S'il s'éloigne souvent des positions typiquement progressistes, il ne tombe cependant jamais dans la réaction. Il cherche une voie médiane, « raisonnable » qui ne prône pas un retour pur et simple au passé, mais refuse seulement de faire table rase dudit passé au nom du progrès. Son essai est avant tout une sérieuse critique de l'idéologie libérale, à l'instar de celle que l'on trouve aussi sous la plume de Jean-Claude Michéa et de Dany-Robert Dufour. Ainsi, il exprime sa méfiance envers le mariage pour tous au regard de la filiation et de l'irréductible différence naturelle homme/femme. Le « dogme égalitariste » est disséqué à partir des travaux de Tocqueville, Marx, Nietzsche, Bourdieu et Rawls. S'attaquant au thème de l'hédonisme, il réhabilite étonnamment le puritanisme, et en appelle à un « bonheur authentiquement humain [qui] n'a pas les yeux rivés sur le plaisir, mais [...] est plutôt ouvert sur l'idéal, le perfectionnement de soi et surtout la liberté » (p. 133). Rien de consumériste ici, on l'aura compris ! Prenant acte du « polythéisme des valeurs », l'auteur souhaite une laïcité ouverte et irriguée par l'éthique de la discussion de Habermas autour de toutes les croyances légitimement présentes dans l'espace public, dont il s'agit de savoir, après échanges d'arguments rationnels, si elles sont raisonnables ou non, dans le but d'aboutir à des solutions acceptables par tous. Ses réflexions sur la liberté de conscience, la désobéissance civile et les impasses du positivisme juridique sont certainement les plus originales (chapitre 4). Le dernier chapitre est consacré aux « impostures » de la doctrine culturaliste et ses *gender studies*. L'auteur plaide pour un dépassement du dualisme nature/culture, renvoyant dos à dos le patriarcat et la *Queer Theory* de Judith Butler, l'un et l'autre jugés insuffisants pour penser la complexité humaine. Il affirme toutefois que la différence sexuelle est une donnée anthropologique indépassable, fondement de toute vie sociale. Dans sa conclusion, les médias actuels sont vilipendés et nous sommes invités à leur tourner le dos – et non pas à les reconquérir – pour espérer rétablir une démocratie digne de ce nom.

B. L.



## L'INDISPENSABLE MONSIEUR JEAN-PIERRE, CHRONIQUEUR MONDAIN

Considérations sur ce monde, ses beautés, ses horreurs ; ses évidences qui ne le sont que trop rarement et qui, si elles le devenaient, éclairciraient peut-être un moment la noirceur du tableau ; ses petits matins, ses nuits, ces faiblesses, ces rencontres... 17 années de chroniques hebdomadaires sur les ondes de La Première, quelques-unes choisies pour ce recueil. Et le sentiment, à leur lecture, de notre infinie petitesse, de notre insignifiance individuelle, donnant tout son charme à la vie, le goût – qui devrait être – de l'Autre, mais souligne aussi l'absurde et l'adversité de l'existence.

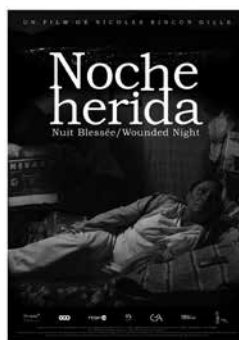
La mort, la vie, en filigrane des textes de « l'indispensable Monsieur Jean-Pierre », génèrent ces contrastes qui font l'existence ; à la fois cet amour profond de la vie et de tout ce qu'elle nous procure, mais aussi de ces horreurs que les hommes en font, de ces guerres, ces destructions et toutes ces turpitudes. La vie ? à mort ! dirait l'autre.

Quand on parcourt le texte, on sent qu'on voyage sur un fil, entre ces deux mondes qui n'en font qu'un, et parfois, l'on pressent dans la faiblesse du trait cette velléité d'en finir avec la vie. Mais le propre du « vouloir » n'est-il pas dans l'ambiguïté même de sa réalisation ? Ainsi, alors que l'humeur était au noir, voilà que la page d'après, avec une autre chronique qui naît, la vie, celle avec tout ce qu'elle nous apporte de réjouissant, reprend le dessus.

Ainsi, nous voyageons avec l'auteur, avec le temps qui passe, les cycles qu'il dessine – de moins en moins ! – ; accompagnés de cette pointe de nostalgie qui n'a rien du passéisme mais prend tout son sens dans cette société où l'on « doit avancer », bien qu'on ne sait jamais trop où. Ne se privant pas de dénoncer l'ignominie des uns et de célébrer la grande bonté des autres, Monsieur Collignon ne manque pas d'écorner ces médias de masse qui participent de cette médiocrité moderne ambiante.

« **L'indispensable Monsieur Jean-Pierre, chroniqueur mondain** », **Florilège de chroniques, 1996-2013, de Jean-Pierre L. Collignon, Éditions Murmure des soirs, 2015.**

Sacha Aspen



## NOCHE HERIDA

Dernier volet d'une trilogie, **Noche Herida** est une plongée discrète dans le quotidien d'une grand-mère colombienne avec ses petits-enfants, ayant fui leur village pour échapper à la mort que sèment les différents groupes armés. La lenteur du récit questionne au départ sur le sens que veut donner le réalisateur, mais c'est aussi certainement parce que de sens il n'y en a que dans cette immixtion sensible, cette présence silencieuse de la caméra, et qu'il se donne donc de lui-même.

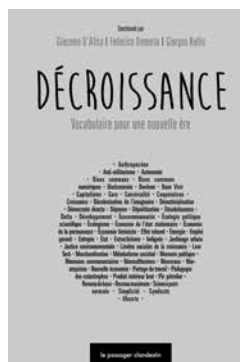
Peu d'éléments contextuels sont livrés mais suffisamment avec ce que les discussions laissent entendre. Ainsi, même si nous sentons que nous sommes loin de ce que nous vivons ici en Europe, maintes similitudes font jour : la misère, là-bas celle des barrios, ici celle qui se propage et se dissémine avec le délitement systémique ; l'espoir placé dans une éducation qui ne donne plus de sens, comme lorsque la grand-mère dit à l'aîné de ses petits-fils qu'il doit continuer l'école pour avoir un bon travail : « vigil par exemple » ; d'où aussi la réponse désespérée de la jeunesse qui

ne voit plus d'échappatoire dans les promesses d'une société à la dérive, ou alors peut-être celle de la modernité, de l'image et de l'objet... « Essaie de visualiser un projet de vie », dira l'assistante sociale qui vient vérifier les conditions de vie du jeune avec sa grand-mère tutrice. Totalement indifférent à ce qu'elle lui dit, le jeune dit « non » de tout son corps. Comment ne pas le comprendre ? N'y-a-t-il pas, quand la lumière est si loin, une facilité dans la recherche misérable du plaisir instantané plus grande que la difficulté de la lutte, âpre et parfois décevante, pour se construire et échapper à sa condition ?

Dans une histoire, il y en a parfois plein d'autres. Et dans un sujet, toute l'Histoire... surtout celle qu'on ne dit pas.

Noche Herida (nuit blessée), documentaire de Nicolás Rincón Gille. Infos : [www.facebook.com/nocheherida](http://www.facebook.com/nocheherida)

A.P.



## DÉCROISSANCE, VOCABULAIRE POUR UNE NOUVELLE ÈRE

La croissance est une croyance. Or, ce sont aussi et surtout les mots qui nourrissent les croyances. Pour défaire un mythe, ériger un autre monde, il faut construire un autre vocabulaire : « quand le vocabulaire usuel

ne permet plus d'articuler ce qui demande à l'être d'urgence, c'est qu'il est temps d'en apprendre un nouveau » (p.9). C'est là l'objectif de l'ouvrage « *Décroissance, vocabulaire pour une nouvelle ère* », qui ne se veut pas un nouvel opus hermétique destiné aux seuls érudits, mais cherche justement à rendre accessible ce nouveau vocabulaire, afin qu'on puisse se l'approprier et qu'il nourrisse les luttes de demain, de construire de nouveaux récits contre-hégémoniques permettant de penser et d'envisager la vie hors de la croissance. « Apostasie » compliquée, mais qu'on espère possible.

L'ouvrage se divise en une longue introduction de la décroissance, dont les auteurs reconnaissent que sa définition n'est pas univoque ; les entrées des différents mots sont réparties en 4 thèmes (« les courants de pensée » à l'origine de la décroissance ; « le noyau dur », qui présente les concepts au cœur de la critique de la pensée unique, effectuée par les décroissants ; « actions possibles » ; « alliances », qui présente les liens possibles avec des concepts, des projets, des acteurs qui partagent clairement des points communs avec la décroissance). A la fin de l'ouvrage, les auteurs présentent ce qui est pour eux leur propre définition de la décroissance. Enfin, en annexe, un auteur dessine 10 propositions politiques pour la nouvelle gauche.

On regrettera que ce dernier point, et les mots repris dans l'ouvrage (notamment dans « actions possibles »), ne mentionne nullement la question, évidemment pour nous centrale, des médias de masse, de la nécessité de les combattre et d'en créer d'autres.

A.P.

## BRÈVES

## LES CYCLISTES ONT LEURS CHAUFFARDS

Ceux-ci portent une casquette, avec une marque au revers. Dans le précédent numéro de Kairos, un témoin racontait son édifiante soirée d'essai dans la livraison de plats cuisinés, à vélo... Depuis, nous les croisons parfois, les livreurs indépendants pédalant pour les revenus des quatre patrons de *Take Eat Easy*. Cela vous est peut-être arrivé: vous traversez tranquillement la rue, ou vous y circulez calmement sur un vélo quand soudain, au loin, vous entendez de suspects «PSSIT PSSIT»! Si vous êtes une femme, vous pensez à un nouvel agité des gonades, si vous êtes un homme aux cheveux longs, vous imaginez une méprise du lourdingue agité... et dans tous les cas vous découvrez médusé l'inédite situation. Le zigou passe, le nez dans le guidon et les mollets gonflés: il porte ce gros sac carré portant la publicité de la start-up, oui, c'est un livreur de chez *Take Eat Easy*! Parfois il crie en sus «ÉCARTEZ-VOUS!»

La route est à lui! S'il était en voiture, il serait un de ces subtils crisseurs de pneus! Le zigou se pète les rotules, risque sa vie dans le trafic, pour respecter le timing attribué par l'ordinateur central pour la livraison, affiché sur son smartphone! S'il aime le vélo, qu'il se rassure: s'il percute un enfant passant sur la route du client affamé, il pourra pédaler des millions de kilomètres pour assumer les conséquences de son statut de chauffard sans moteur.

G.H.

## NUCLÉAIRE: ON EST SAUVÉ... ENFIN PAS VRAIMENT!

C'est là le signe suprême de notre civilisation qui nous permettrait de la reconnaître parmi mille: les risques encourus par les innovations technologiques modernes sont acceptés implicitement, et en fin de compte on préfère engager la probabilité de leur survenue que d'arrêter la technologie qui les porte... et qui rapporte! Ainsi, la prolifération nucléaire, qui fut partout le résultat de décisions technocrates faisant fi de la participation citoyenne – même si certains pays ont réalisé l'arnaque et ont depuis stoppé l'atome – est, comme une donnée naturelle, indiscutable. Ainsi, si l'«accident impossible» devait quand même se passer, l'Agence de contrôle nucléaire recommande que les personnes «s'enferment chez elles pendant 24h» dans un rayon de 20 km autour des centrales plutôt que de 10 actuellement, et propose également que «la disponibilité d'iode stable doit être garantie pour l'ensemble du territoire» (Le Soir en ligne, 15/01/2016). Nos vies en sursis seront donc sauvées... enfin, on attendra la catastrophe nucléaire pour s'en assurer. L'absurde, on le sait, n'a pas de limites: ploutocrates et technocrates tentent de nous faire imaginer le chaos qui aurait lieu après une catastrophe nucléaire en Belgique comme quelque chose d'organisé, avec des gens qui restent confinés dans leur maison hermétique à la radioactivité et gobent de l'iode distribué massivement! Vous l'avalez, la pilule?

A.P.

## 1,4 MILLIARDS, ALLEZ! ENCORE UN PETIT EFFORT

Pourquoi s'appesantir sur le sort des misérables, de plus en plus nombreux; le creusement des inégalités, l'éradication des espèces; la destruction de la nature? j'en passe et des meilleurs: plus d'un milliard de smartphones ont été vendus en 2015 dans le monde! Alors, tranquillisez-vous, tout va bien! Compris? N'oubliez toutefois pas de remplacer votre nouveau smartphone lors de la sortie du prochain modèle, question de croissance et d'exploitation des petits Chinois à qui on fournit un travail. On est gentil quand même et on se demanderait parfois ce que feraient sans nous les pauvres!

A.P.

## GÉNÉROSITÉ COMPÉTITIVE ET CONCURRENCE SOLIDAIRE

Brussels School of Competition (BSC), chapeauté par la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique) félicite ses nouveaux diplômés! «La cérémonie de remise des diplômes de la Brussels School of Competition (BSC) était rehaussée cette année de la présence du président de l'Autorité française de concurrence, Bruno Lasserre (...) la BSC, après seulement 5 années d'existence, s'est imposée comme la meilleure formation pour tout qui veut approfondir ses connaissances en droit et en économie de la concurrence». Vont tomber de haut les petits quand la grande sœur de la déflation de 2008 va pointer son nez, elle qui montre déjà ses dents. ([www.brusselsschoolofcompetition.be](http://www.brusselsschoolofcompetition.be)).

A.P.

## BOURSE AUX MÈRES PORTEUSES

Les 29 et 30 janvier s'est tenue à Bruxelles une «bourse aux bébés», dixit La Libre (16/01). Rassurez-vous, pas ici d'Indiennes ou prolos d'un quartier pauvre de Londres, Paris ou Bruxelles, dans leurs dernières heures de gestation prêtes à débouillonner et à offrir «leur» progéniture à des couples gays, trans, etc., en désir d'enfants. Après le baby blues, Baby Bloom, s'inscrivant dans une même logique que Man Having Babies («les hommes qui ont des enfants», ah bon?), la brocante aux bébés. A quand la gestation masculine? Qui ravira les «féministes progressistes» qui voient comme inégalité le fait de devoir se farcir 9 mois de grossesse, alors que les hommes eux, ils ne doivent pas...

On interdit des spectacles, des manifs, des concerts... mais pas les bourses aux mères porteuses. Allez, on n'arrête pas le progrès!

A.P.

## ORWELL, REVIENS! ILS PROSTITUENT TON NOM

A l'initiative de Natacha Polony, égérie du faux-semblant du «nouveau» journalisme, l'intellectuelle de service des médias dominants, janvier 2016 a vu naître «Le Comité Orwell». Orwell, qui est pour nous une grande inspiration dans notre pensée critique, disait «la liberté, c'est de dire aux gens ce qu'ils n'ont pas envie d'entendre». Ce n'est sans doute pas ce que pense Laurent Joffrin, un des membres du comité, éditocrate reconnu qui dans «Hollande, DSK, etc.» (Pierre Carles) tentait de faire croire à une journaliste que le traitement médiatique des élections présidentielles françaises 2012, faisait montre d'impartialité et de diversité dans la présentation des candidats. On se demande comment ils vont pouvoir penser, avec un type comme l'ancien directeur de rédaction du *Nouvel Observateur*, celui qui a célébré «la victoire du capitalisme dans la gauche» (voir *Les éditocrates*, édition La Découverte, p.99) qui disait lors du premier colloque du comité: «y'a pas d'interdictions en France, y'a des conformismes, des erreurs, y'a des journaux qui voient pas les choses comme elles sont, qui ont des œillères. On a parlé de la liberté formelle et de la liberté réelle... ce qu'on voudrait dire par là, concernant les journaux, c'est que dès lors qu'ils sont dans la main de propriétaires, ils ne sont plus libres; eh bien cette idée est fautive! Cette idée est fautive, ou bien [s'adressant à Natacha Polony], il faut que vous démissionniez du Figaro parce qu'il est dans la main d'un marchand de canons. Vous démissionnez tout de suite parce qu'il n'est pas libre, or je ne crois pas que le Figaro ne soit pas libre». Ah, ces infodés des médias dominants, qui battent en brèche les diverses études critiques sur les médias et cherchent désespérément une tribune pour nous convaincre de leur liberté! Mais nous n'y croyons plus mes chers! <http://reseauinternational.net/le-comite-orwell-au-secours-du-journalisme-francais-a-la-derive/>

A.P.

## PAS DE PUB, PAS DE FORBES!

Au cours de mes recherches, j'ai tenté de voyager sur le site de Forbes, la référence du monde de la finance et des affaires, qui effectue chaque année un classement des plus grosses fortunes mondiales. Pas de chance, car mon ordinateur étant équipé de Ad Blocks, un logiciel qui bloque la publicité internet et lave notre écran des réclames crasses, voilà le message que j'ai reçu (en anglais): «Bonjour, veuillez éteindre votre Ad Blocker pour rentrer sur le site». Si on réessaye, le message indique: «Salut encore. Il semble que vous utilisiez encore un ad blocker. S'il vous plaît éteignez-le afin de continuer dans l'expérience "ad-light" (sic) de Forbes». Envie d'essayer de voir comment on peut faire pour ne pas aller sur le site de Forbes en y allant? Téléchargez Ad Block (tapez Ad block dans une barre de recherche et vous tomberez sur des sites de téléchargement) et puis allez sur <http://www.forbes.com/forbes/welcome>.

A.P.



# AGENDA / ANNONCES

## SOUTENEZ L'ÉDITION D'UN LIVRE SUITE AU COLLOQUE SUR L'INVASION TECHNOLOGIQUE

Nous vous avons parlé dans le dernier Kairos du colloque du Grappe organisé le 17 octobre dernier et consacré aux menaces que l'invasion technologique fait peser sur les libertés (« Une place pour la liberté au sein de l'invasion technologique? », de Gérald Hanotiaux, Kairos novembre-décembre). Cette journée fut d'un vif intérêt, ce qui a conduit les participants et le Grappe à publier l'intégralité du contenu de celle-ci. Plus d'infos sur <http://grappebelgique.be/>. Parution prévue mars 2016.

## SOIRÉES DE FILM-VÉRITÉ SUR LE NUCLÉAIRE AU CINÉMA NOVA À BRUXELLES

Le 9 et le 16 avril, le Cinéma Nova présente des documentaires réalisés par des Japonais suite à la triple catastrophe du 11 mars 2011. Tremblement de terre, tsunami et surtout défection nucléaire incontrôlable façonnent le quotidien de centaines de milliers de personnes dans les terres désormais dévastées. Loin des discours indigestes de la presse locale et internationale, les documentaristes locaux prouvent que la docilité présumée du japonais-lambda n'est pas universelle et qu'il est possible, même là-bas, de contrer les voix officielles assourdissantes. Grâce au travail de soutien de ce cinéma essentiel réalisé par le Festival International du Film Documentaire de Yamagata (plus grand du genre en Asie) au travers de son programme Cinema with Us, le Cinéma Nova a sélectionné quatre films qui rendent compte du quotidien dans ces terres irradiées, depuis l'appel au retour dans certains villages évacués jusqu'à la réorganisation de la lutte citoyenne plongée dans le coma depuis les années 80. Véritable carnet de route cinématographique de l'exode nucléaire, les deux épisodes de « Nuclear Nation » témoignent au plus près de la réalité d'une communauté en perte de repères. Fait d'images récupérées sur internet et d'interviews d'un large éventail de militants, « Tell the Prime Minister » révèle la montée en puissance de la contestation malgré des médias aussi malvoyants que malentendants. « The Symptoms of Nature: From Four Poems » prend quant à lui un pas de côté pour observer une multitude de preneurs d'images et rendre compte des perceptions et interrogations de ces hommes-à-la-caméra.

Deux soirées centrales pour mieux percevoir l'essence d'une crise nucléaire-sociale qui n'en finit pas alors que les réacteurs redémarrent

aux quatre coins de l'archipel et, qu'ailleurs, le nucléaire demeure le messie.

Plus d'informations dans le programme du Cinéma Nova (disponible un peu partout mais certainement chez eux – 3, rue d'Arenberg, 1000 Bruxelles) ou sur leur site internet [www.nova-cinema.org](http://www.nova-cinema.org).

## RENCONTRE LE 11 MARS À BRUXELLES, « MARQUER LE TEMPS »

Le 11 mars marquera le 5ème anniversaire de la catastrophe de Fukushima et le 26 avril, le 30ème anniversaire de celle de Tchernobyl. Le message essentiel de cette rencontre sera le suivant: ces catastrophes sont toujours en cours ... et pour longtemps encore.

En collaboration avec l'ASBL "Les enfants de Tchernobyl" et le Grappe ASBL, la rencontre aura lieu dans les locaux de la Chambre des représentants à Bruxelles. Sera présent Alexei Nesterenko, qui dirige l'Institut Belrad à Minsk, figure marquante du combat de scientifiques de l'Est pour faire reconnaître les terribles dommages provoqués par l'explosion du réacteur n°4 de la centrale de Tchernobyl; il est le fils de Vassily Nesterenko, fondateur de l'institut, qui a mis fin à une carrière professionnelle de premier plan pour se consacrer à la protection de l'humanité contre la radioactivité libérée lors de la catastrophe.

Entrée gratuite mais inscription obligatoire. Plus d'informations: [info@enfants-de-tchernobyl.be](mailto:info@enfants-de-tchernobyl.be) 0497/11.81.80

## SOUTENEZ LE COMBAT POUR LA FERMETURE DE TIHANGE 2 ET DOEL 3

Si nos deux dossiers contre le nucléaire (Kairos novembre/décembre et février/mars) ne vous ont pas convaincus, on ne sait plus trop quoi faire. En attendant, pour les autres, le moment est venu de se joindre au combat pour la fermeture de Tihange 2 et Doel 3, et plus globalement dans la bataille pour que nous sortions le plus rapidement possible du nucléaire. Car sachez-le, quand ça pétera, médias et politicards souffleront encore le rideau de fumée, profitant de la débâcle pour s'auto et s'inter-absoudre...

Jusqu'ici ni les 166 000 signatures pour l'arrêt définitif de Tihange 2 et Doel 3, ni les démarches pour obtenir une expertise indépendante, n'ont été entendues (et cela ne nous étonne pas du tout!).

Une action en justice contre Engie (Electrabel) a été initiée. Cette procédure est menée par l'asbl Nucléaire Stop Kernenergie. Une seconde procédure est en préparation par des requérants personnels. Vous trouverez tous les renseignements, dont les justifications techniques, sur le site <http://not2d3.be>, mis à jour régulièrement.

Et une action ça coûte des sous, beaucoup! Avec les frais de procédure, d'expertise et d'avocats, le coût total serait situé entre 12 000 et 50 000 euros, en fonction du parcours en justice. On a besoin de vous pour réunir cette somme (n'oubliez toutefois pas de vous réabonner à Kairos, d'abonner vos copains et même vos ennemis, sinon vous ne serez même plus au courant que des actions telles que celles-là ont lieu).

Ce que vous pouvez faire :

- Virer aussi rapidement que possible ce que vous pouvez (même les petites sommes sont importantes) au compte réservé à cet effet : IBAN: BE98 5230 8078 3493 - BIC: TRIOBEBB – à : Nucléaire Stop Kernenergie ASBL, 4671 Blegny, Belgique.

- Demander à l'association dont vous faites partie de soutenir publiquement l'action. Ce soutien sera indiqué sur le site.

- Relayer cette info

Pour écrire à NO T2D3: [info@not2d3.be](mailto:info@not2d3.be)

## UN JT INFORMANT SUR LA SITUATION DES SANS-PAPIERS

On nous informe et on nous demande d'informer sur un projet en train de se construire en ce moment: un journal télévisé portant sur un centre d'accueil et centre social pour sans-papiers et réfugiés, la maison des migrants. Il s'agit d'un immense lieu occupé par des sans-papiers depuis le mois d'octobre, géré par un collectif de sans-papiers, à la fois lieu d'habitation (100 personnes "réfugiés" et sans-papiers), un centre social (activités pour enfants, théâtre, musique, table d'hôtes...), et un lieu pour organiser la lutte. Un numéro 0 a déjà été fait. Les autres suivent.

Voilà, ils essaient et on leur souhaite bon courage.

<https://www.facebook.com/maisondesmigrants>

## L'AN PIRE RESTE À VENIR



## Kairos

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre: celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte.

Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique, et donc de la citoyenneté.

Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique.

Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. La citoyenneté est à ce prix... elle ne s'achète pas.

ABONNEZ-VOUS À KAIROS\*

\*Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur: [www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER! PARTAGER!